

DES ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES EXPORTÉS VERS L'IRAK

Sonelgaz se déploie à l'international

Le groupe Sonelgaz a annoncé, hier, l'exportation d'équipements électriques de grande envergure vers l'Irak, mettant en avant la relance de partenariats commerciaux majeurs à l'échelle locale et internationale. Une cargaison importante a été envoyée à la société irakienne Taurus Arm for Power Generation, OilTrading and Transportation Ltd., comprenant un générateur pour turbines à gaz de types "H53" et "H50", d'une puissance de 300 mégawatts, accompagné de ses accessoires, indique le groupe dans un communiqué. P 3



FORMATION PROFESSIONNELLE

Plus de 380.000 nouvelles places pédagogiques à la rentrée

Le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels offre plus de 380.000 nouvelles places pédagogiques dans les différents modes et dispositifs de formation, et ce, à l'occasion de la rentrée prévue le 8 octobre au niveau national. C'est ce que le directeur général de l'Institut national de la formation et de l'enseignement professionnels (INFEP) d'El Biar, Dassa Farouk, a annoncé dans une déclaration à l'APS.

P 2

E-PAIEMENT

Plus de 8,5 millions de transactions en 7 mois

Le nombre de transaction d'e-paiement dans ces différentes formules connaît une évolution considérable. Durant les sept premiers mois de 2024, environ 8,5 millions de transactions ont été enregistrés pour une valeur globale à plus de 24,5 milliards de DA. Selon les derniers chiffres de GIE monétique, le nombre de transactions de paiement électronique entre janvier et fin juillet de 2024 s'est élevé à 8 527 619 transactions, dont le niveau le plus élevé a été enregistré en juillet 2024, avec environ 1 899 313 transactions.

P 3

RÉCEPTION DES POMPES POUR LES STATIONS DE DESALEMENT DE L'EAU DE MER

L'AEC accélère son programme

Selon les vœux des pouvoirs publics, en 2024, c'est 40% de la population qui sera alimentée par les eaux dessalées, alors qu'en 2030, le taux de la population qui en sera approvisionnée sera de l'ordre de 60%. Loin d'être une vaine option de l'esprit, l'Algérie a adopté une vision téméraire, pour parer au maximum au stress hydrique. C'est dans cette optique que le président de la République a approuvé une stratégie de l'eau pour la période 2021-2030, qui prévoit de satisfaire les besoins de la population par l'eau dessalée à hauteur de 60%, à l'horizon 2030, contre 18 % actuellement.

P 5

EDUCATION ET TECHNOLOGIES DE L'APPRENTISSAGE

**Le Salon EDUCTECK
s'ouvre mardi prochain
à Alger** P 2

TRANSITION NUMÉRIQUE EN ALGÉRIE

**Plaidoyer pour
l'élaboration d'un plan
d'action** P 5

PROJET DE CONNEXION DE 1400 LOCALITÉS À FAIBLE DENSITÉ

**Les directives du ministre
des postes et
Télécommunications** P 5

TIPASA

Mise en échec d’une tentative d’émigration clandestine par mer à Damous

Une tentative d'émigration clandestine par mer a été mise en échec cette semaine par la brigade de la police judiciaire de la Sûreté de daïra de Damous, à l'extrême ouest de Tipasa, a indiqué samedi un communiqué de la Sûreté de wilaya. Cette opération a permis l'arrestation de huit (8) personnes, dont deux impliquées dans l'organisation de traversées clandestines par mer, grâce à l'exploitation d'informations sur l'activité suspecte de ces individus, est-il ajouté dans le même document. Un bateau de plaisance équipé d'un moteur de 60 chevaux, des gilets de sauvetage, plus d'un (1) million de DA et 5.000 euros, ainsi qu'un véhicule touristique, ont été également saisis à l'issue de cette opération, inscrite dans le cadre de la lutte contre l'émigration clandestine à partir des côtes de Tipasa, a précisé le communiqué. Les suspects arrêtés ont été présentés devant le parquet territorialement compétent sous les chefs d'inculpation de "trafic illicite de migrants dans le cadre d'un groupe criminel organisé", a conclu la même source.

TÉBESSA

Près de 7 000 foyers raccordés aux réseaux d’électricité et de gaz

Pas moins de 6.992 foyers ont été raccordés, depuis le début de l'année en cours, aux réseaux d'électricité et de gaz naturel dans différentes communes de la wilaya de Tébéssa, a indiqué, samedi, le responsable par intérim de la communication de la direction de la distribution de l'électricité et du gaz, Salah Aïssaoui. Entre le 1er janvier et la fin du mois d'août, 3.822 foyers ont été raccordés au réseau d'électricité et 3.170 autres au réseau de distribution du gaz naturel, a précisé le même responsable dans une déclaration à l'APS. M. Aïssaoui a ajouté que ces raccordements au gaz et à l'électricité, financés au titre de différents programmes de développement, visent à améliorer les conditions de vie de la population, notamment dans les zones éloignées, et ajouté que le groupe Sonelgaz poursuit la mise en œuvre de ses programmes pour raccorder d'autres foyers à ces deux réseaux. La même source a rappelé que le taux de raccordement au réseau électrique est de l'ordre de 98 % dans la wilaya de Tébéssa, tandis que celui de gaz naturel est estimé à 76 %.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Plus de 380.000 nouvelles places pédagogiques à la rentrée

Le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels offre plus de 380.000 nouvelles places pédagogiques dans les différents modes et dispositifs de formation, et ce, à l'occasion de la rentrée prévue le 8 octobre au niveau national. C'est ce que le directeur général de l'Institut national de la formation et de l'enseignement professionnels (INFEP) d'El Biar, Dassa Farouk, a annoncé dans une déclaration à l'APS.

Par Sirine R

Il a expliqué que «toutes les mesures nécessaires ont été prises pour la rentrée prévue le 8 octobre prochain, avec 381.398 nouvelles places pédagogiques offertes, dont 98.501 places pédagogiques en apprentissage, 81.818 en formation présentielle et 3.180 en formation à distance». Les nouvelles places pédagogiques englobent également la formation au profit des personnes à besoins spécifiques et des femmes au foyer, la formation en milieu rural, ainsi que la formation destinée aux bénéficiaires de l'allocation chômage, précise-t-il, en rappelant que les inscriptions pour la prochaine rentrée avaient débuté le 27 juillet dernier et se poursuivront jusqu'à fin septembre en cours. Pour la réussite de cette rentrée, le ministère a mobilisé tous les moyens nécessaires, notamment les moyens techniques pédagogiques et les sections détachées au niveau des établissements de formation, en plus des spécialités disponibles dans le programme pédagogique

de la formation professionnelle, dont 440 spécialités pour les formations diplômantes et 146 spécialités pour les formations qualifiantes de courte durée. Ces spécialités font partie de 23 branches professionnelles disponibles dans la nomenclature des spécialités de la formation professionnelle établie selon les spécificités de chaque région et les exigences de l'économie nationale. Selon le même responsable, le secteur a introduit de nouvelles spécialités dans plusieurs wilayas, notamment l'intensification des semences de blé et de tournesol ainsi que la culture du safran (en mode de formation qualifiante de courte durée), rappelant nombre de spécialités introduites dans le programme de formation en vue d'accompagner les projets de développement à l'instar de la spécialité de maintenance de la voie ferrée et celle du domaine du dessalement de l'eau de mer. S'agissant des structures de la formation professionnelle, le secteur compte 1.225 établissements de formation au niveau national, a rappelé le même responsable, ajoutant que

22 autres établissements sont au stade de la préparation des décisions de création, outre l'ouverture de sections détachées au niveau des centres de formation professionnelle afin d'offrir des opportunités de formation aux différentes catégories de la société. Dassa a affirmé que le secteur focalise, à travers les offres de formation, sur les «branches professionnelles prioritaires», dont l'agriculture, l'agroalimentaire, la numérisation, le bâtiment et les travaux publics (BTP), l'électricité, la restauration, l'hôtellerie et l'artisanat, les ressources hydriques et l'environnement, ainsi que les énergies renouvelables, tout en veillant à l'adaptation des offres de formation aux besoins de l'économie nationale, et au développement de l'apprentissage et de la formation à distance. Il a relevé, dans le même contexte, les mesures prises par le secteur pour «assurer la formation dans des spécialités compatibles avec les besoins de l'économie nationale et les besoins exprimés par les entreprises économiques en termes de main-d'œuvre qualifiée».

TAMANRASSET

Attribution de contrats de concession pour la réalisation de projets d’investissement

Une opération d'attribution de contrats de concession pour la réalisation de projets d'investissement a été lancée dans la wilaya de Tamanrasset, ont rapporté vendredi les services de la wilaya. Ils s'agit dans une première étape de la distribution de cinq (5) contrats de concession pour la concrétisation de

projets d'investissement, outre l'attribution d'attestations provisoires d'octroi du foncier industriel pour d'autres projets, selon la même source. Le wali de Tamanrasset, Mohamed Boudraâ, a indiqué que "l'Etat déploie de grands efforts pour l'octroi du foncier industriel destiné à l'investissement", appelant par la même occasion tous

les secteurs concernés à accompagner les investisseurs et à contribuer à "la concrétisation effective" des projets. "Ces nouveaux projets concernent différentes activités industrielles", a précisé le même responsable, ajoutant, que le foncier industriel est disponible dans la wilaya, avant de souligner la nécessité d'attirer da-

vantage d'investisseurs. Pour sa part, le représentant de l'assemblée populaire de la wilaya (APW) de Tamanrasset, Karzika Abdallah, a indiqué que ces projets d'investissement, une fois concrétisés, créeront des opportunités d'emploi et promouvoir l'investissement industriel dans la région.

EDUCATION ET TECHNOLOGIES DE L’APPRENTISSAGE

Le Salon EDUCTECK s’ouvre mardi prochain à Alger

Par S R

La 3ème édition du Salon de l'Éducation, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et des Technologies de la connaissance (EDUCTECK) est prévue du 18 au 21 septembre 2024 au Palais des Expositions d'Alger (Safex), annonce l'organisateur de l'événement dans un communiqué. L'édition 2024 de ce salon est placée sous le parrainage du Ministère de l'Économie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, du Minis-

tère de la Poste et des Télécommunications, et du Haut Conseil National de la Jeunesse, et se veut une plateforme incontournable de dialogue, de réflexion et d'innovation autour de l'éducation et des technologies de l'apprentissage, ajoute la même source. L'édition 2024 s'annonce encore plus riche et plus prometteuse en innovations et en discussions qui façonneront l'avenir de l'éducation et de la formation professionnelle en Algérie, surtout l'apprentissage en ligne. La troisième édition renforcera, à coups sûr, la position d'EDUCTECK comme un événement incontournable

pour le secteur de l'éducation et des technologies en Algérie. A noter que le salon EDUCTECK est enrichi par le partenariat avec l'Institut National de Recherche en Education (INRE). Le coup d'envoi officiel de cette troisième édition sera donné mardi prochain lors d'une cérémonie qui se déroulera en présence du ministre de l'Économie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, de l'Education Nationale, du président du Haut Conseil National de la Jeunesse et du directeur de l'Institut National de Recherche en Education.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DES ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES EXPORTÉS VERS L'IRAK

Sonelgaz se déploie à l'international

Le groupe Sonelgaz a annoncé, hier, l'exportation d'équipements électriques de grande envergure vers l'Irak, mettant en avant la relance de partenariats commerciaux majeurs à l'échelle locale et internationale. Une cargaison importante a été envoyée à la société irakienne Taurus Arm for Power Generation, OilTrading and Transportation Ltd., comprenant un générateur pour turbines à gaz de types "H53" et "H50", d'une puissance de 300 mégawatts, accompagné de ses accessoires, indique le groupe dans un communiqué.

Par Mourad A.

Cette initiative marque une avancée stratégique pour Sonelgaz, visant à renforcer sa présence sur la scène internationale et à consolider sa position dans le marché énergétique mondial. Le rôle central de General Electric Algeria Turbines (GEAT), situé à Batna, illustre cette ambition. Issue d'une collaboration entre Sonelgaz et General Electric, cette société symbolise l'alliance entre compétences locales et savoir-faire technologique international, permettant à Sonelgaz de produire des équipements compétitifs pour les marchés étrangers. Au-delà des enjeux commerciaux, ces exportations reflètent une stratégie nationale orientée vers une économie diversifiée, moins dépendante des hydrocarbures. Elles s'inscrivent dans la politique nationale visant à valoriser les produits industriels, notamment dans l'énergie. En misant sur les exportations d'équipements électriques, Sonelgaz contribue à la transformation économique du pays, tout en respectant les directives pour un développement durable et inclusif. Cette expansion permet également d'accroître le taux d'intégration nationale, en privilégiant les entreprises locales et en favorisant les compétences algériennes. L'exportation d'équipements fabriqués en Algérie symbolise la capacité du pays à jouer un rôle cen-

tral dans la transition énergétique mondiale et souligne l'importance de Sonelgaz dans le développement industriel algérien. Les déclarations de Khalil Hedna, porte-parole de Sonelgaz, à la télévision algérienne, mettent en avant l'engagement de l'entreprise à diversifier l'économie en réduisant la dépendance aux hydrocarbures. « Sonelgaz poursuit des programmes visant à augmenter ses exportations et à renforcer l'intégration nationale. Grâce à ses filiales, l'entreprise a établi des partenariats commerciaux importants, y compris l'exportation d'un générateur de turbines à gaz vers l'Irak. Ces initiatives illustrent le rôle crucial de Sonelgaz dans le renforcement du secteur énergétique algérien et le développement des compétences locales », a-t-il. Par ailleurs, Sonelgaz a franchi une étape importante dans la transition énergétique avec sa filiale, la Société algérienne des industries

électriques et gazières (SAIEG), qui a lancé sa première opération d'exportation de bornes de recharge pour véhicules électriques vers l'Italie et la Libye. Cette opération, portant sur 433 bornes d'une puissance de 60 kW et avec une option de recharge rapide, témoigne de l'engagement de l'Algérie en faveur de la transition énergétique. Fabriquées localement avec un taux d'intégration de 58 %, ces bornes devraient voir leur proportion de contenu local augmenter dans les prochaines années. En s'appuyant sur des partenariats internationaux tout en valorisant les compétences locales, Sonelgaz se positionne comme un pilier de la croissance économique du pays. Ces initiatives illustrent non seulement la compétitivité de l'industrie algérienne, mais aussi son potentiel à conquérir des marchés étrangers exigeants, comme l'Irak et d'autres pays européens.

Exportation d'une importante cargaison de pièces de rechange pour compteurs d'électricité vers la Tunisie

Le groupe Sonelgaz a procédé, samedi, à l'exportation d'une importante cargaison de différentes pièces de rechange pour compteurs d'électricité vers la Tunisie, dans le cadre des efforts du Groupe visant à contribuer à l'augmentation des exportations du pays hors hydrocarbures, indique un

communiqué de Sonelgaz. Le Groupe a précisé que les pièces de rechange en question ont été fabriquées par sa filiale industrielle, à savoir la Société algérienne des industries électriques et gazières (SAIEG), soulignant que le processus de fabrication s'est déroulé au niveau de l'unité d'El Eulma. Cette opération

s'inscrit, selon le Groupe, dans le cadre de la mise en œuvre des instructions des hautes autorités du pays visant à sortir progressivement de la dépendance aux hydrocarbures, à travers la diversification des activités économiques et commerciales et la valorisation du produit national.

E-PAIEMENT

Plus de 8,5 millions de transactions en 7 mois

Par Sirine R.

Le nombre de transaction d'e-paiement dans ces différentes formules connaît une évolution considérable. Durant les sept premier mois de 2024, environ 8,5 millions de transactions ont été enregistrés pour une valeur globale à plus de 24,5 milliards de DA. Selon les derniers chiffres de GIE monétique, le nombre de transactions de paiement électronique entre janvier et fin juillet de 2024 s'est élevé à 8 527 619 transactions, dont le niveau le plus élevé a été enregistré en juillet 2024, avec environ 1 899 313 transactions. D'autre part, la valeur totale des opérations de paiement électronique, au cours de la même période, soit les sept premiers mois de l'année 2024, a été estimée à environ 24.552.489.470,56 DA (24,5 milliards DA), et le mois de janvier a connu la valeur la plus élevée des transactions électroniques à une valeur de 4,2 milliards de DA. La même source qui a rappelé que le paiement sur internet et par carte CIB est officiellement opérationnel en Algérie depuis le mois d'octobre 2016, a fait savoir qu'à ce jour le nombre global des transactions est de de 45 837 076. En outre, GIE monétique a estimé la valeur totale des transactions de paiement électronique depuis sa création en 2016

jusqu'en juillet 2024, à environ 84.489.614.558,27 dinars algériens, soit plus de 84,4 milliards de DA, tandis que le nombre de transactions, dans la période allant de 2016 à juillet 2024, s'est élevé à environ 45 836 076. Par ailleurs, la valeur des retraits aux distributeurs électroniques, effectués par les détenteurs de cartes CIB et Edahabia, au cours de la période allant de janvier à fin juillet de la même année, a été estimée à 1800 milliards de DA, avec un nombre de retraits s'élevant à 96.868.895 transactions au cours de sept mois. En 2023, les retraits aux distributeurs automatiques ont été estimés à environ 174,415 millions de transactions, contre 128,035 millions en 2022, tandis que le nombre total de retraits aux distributeurs automatiques en janvier 2024 a atteint environ 14,660 millions de retraits. En valeur, la valeur des retraits aux DAB s'est élevée l'année dernière à 3.262.246.367.500 DA au cours de l'année 2023, contre 2.182.896.695.000 DA en 2022, tandis que la valeur des retraits aux distributeurs automatiques de billets au cours du mois de janvier 2024 s'est élevée à environ 265.629.378.000 DA. Quant à l'ensemble de la période allant de 2016 à fin juillet 2024, le nombre de retraits effectués par les Algériens s'est élevé à 615.447.826 retraits, pour une valeur totale

s'élevant à 10.769.375.055.500 dinars algériens, soit plus de 10 000 milliards de DA. Il est à rappeler qu'un effort considérable a été consenti ces dernières années par les Banques dans le déploiement des distributeurs automatiques. Le nombre total de distributeurs automatiques (DAB) en service à fin juillet 2024 était d'environ 3 881 appareils, contre 3 847 en 2023, soit avec une augmentation de 34 nouveaux guichets automatiques. Quant au nombre de terminaux de paiement électronique (TPE) exploités et opérationnels, il a atteint 58 043 appareils à fin juillet, alors qu'à fin 2023, il s'élevait à 53.191 appareils, soit une augmentation d'environ 4 852 appareils en sept mois, contre 46 263 TPE à fin 2022. Les statistiques révèlent une croissance record, même si le nombre de TPE reste relativement limité par rapport au réseau commercial et économique. Des orientations claires ont été, donc, données par la tutelle pour l'accélération de l'opération de généralisation des TPE à tous les commerces. Le ministre des Finances, Faïd Laaziz, a donné des instructions fermes pour l'accélération de l'opération de généralisation des TPE. Une vaste campagne de sensibilisation sera organisée incessamment par l'Association des banques (ABEF) avec l'appui des organisations patronales et des commerçants.

DÉVELOPPEMENT DE L'E-PAIEMENT

Réunion de coordination pour examiner des nouvelles mesures d'incitation

Une réunion de coordination s'est tenue jeudi au siège du ministère des Finances, durant laquelle plusieurs propositions de mesures incitatives ont été examinées dans l'objectif de promouvoir davantage le paiement électronique en Algérie. Présidée par le ministre des Finances, Laaziz Faïd, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, ainsi que par le gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb, la réunion a porté sur deux axes principaux : "l'examen des propositions de mesures incitatives et le suivi de la feuille de route institutionnelle pour le développement du paiement électronique", précise le ministère des Finances dans un communiqué. Dans son allocution d'ouverture, M. Faïd a rappelé que le traitement rapide et efficace de cette question revêt d'une importance particulière, tout en insistant sur le renforcement de la coopération entre les parties prenantes afin d'atteindre les objectifs fixés. Lors de cette réunion, la directrice générale des impôts a présenté une synthèse à l'issue de l'examen des propositions de mesures relatives à la promotion de l'usage des moyens de paiement électronique. Concernant le suivi de la feuille de route, les représentants de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité ont exposé l'état d'avancement des actions du secteur des finances sur la mise en œuvre de la feuille de route institutionnelle pour le développement du paiement électronique. Cette présentation a permis de faire le point sur les réalisations et les défis à surmonter pour garantir une adoption large et réussie à court terme. Lors des échanges, les participants ont souligné l'importance d'allier la disponibilité des moyens de paiement électroniques à leur utilisation effective. "Cet équilibre est essentiel pour atteindre l'objectif d'une inclusion financière étendue, garantissant ainsi que l'ensemble des citoyens puisse accéder et utiliser ces services modernes et sécurisés", ajoute la même source. Au terme de cette rencontre, le ministre des Finances a insisté sur la nécessité de mobiliser toutes les ressources et les moyens nécessaires pour garantir le succès de cette initiative et atteindre les résultats escomptés. Réaffirmant l'engagement de toutes les parties prenantes à accélérer la mise en œuvre des actions retenues dans le cadre de la feuille de route institutionnelle, le ministre a rappelé que "le développement des paiements électroniques constitue une étape clé dans la modernisation du système financier et le développement de l'économie nationale", selon le communiqué.

R. E.

L'OR POURSUIT SON ASCENSION
Un nouveau record historique

Vendredi, le prix de l'or progressait de 0,45% à 2569,60 dollars l'once, après avoir dépassé son record de la veille, à un nouveau plus haut à plus de 2571 dollars. Le dollar continuait à reculer vendredi sur le marché des changes, tandis que l'or dépassait un nouveau sommet historique, la perspective d'une baisse des taux américains d'une plus grande ampleur regagnant du terrain dans les esprits des investisseurs. Vers 09H05 GMT (11H05 à Paris), la devise américaine refluaît face à l'euro, qui montait de 0,16% à 1,1093 dollar, ainsi que face à la livre, qui prenait 0,14% à 1,3143 dollar. Si les marchés s'étaient accordés sur une forte probabilité d'une baisse de 0,25 point de pourcentage des taux d'intérêts de la Réserve fédérale (Fed) lors de sa réunion du 18 septembre, leurs hypothèses ont été bousculées jeudi. «Les spéculations sur une baisse plus importante ont été déclenchées par un article du Wall Street Journal» du journaliste Nick Timiraos, «connu pour avoir des liens avec la Fed», qui met en avant le fait que la décision sera «serrée», explique Derek Halpenny, analyste chez MUFG. Jeudi, le ralentissement des prix à la production aux États-Unis a également agi comme le signal d'un refroidissement de l'inflation, handicapant le dollar, et profitant à l'or, actif concurrent du billet vert. Vendredi, le prix de l'or progressait de 0,45% à 2569,60 dollars l'once, après avoir dépassé son record de la veille, à un nouveau plus haut à plus de 2571 dollars. La performance du métal jaune s'explique «par des niveaux élevés et soutenus d'achats par les banques centrales, l'affaiblissement du dollar, l'incertitude géopolitique et la trajectoire baissière des taux d'intérêt», résume Derren Nathan, analyste chez Hargreaves Lansdown.

EN PARTENARIAT AVEC BALADNA

L'Algérie se lance dans la production du lait infantile

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a reçu, jeudi dernier à Alger, l'ambassadeur de l'Etat de Qatar en Algérie, M. Abdulaziz Ali Naama, et le conseiller du Conseil d'administration (CA) de la société qatarie «Baladna», Ali El-Ali, avec lesquels il a discuté de la possibilité d'élargir le projet «Baladna» à la production du lait infantile, indique un communiqué du ministère. Après la présentation par la société qatarie de ses capacités en matière de production du lait infantile en réaffirmant sa pleine disposition à concrétiser ce projet, Aoun a affirmé que «l'Etat algérien assurera toutes les garanties pour son succès». Il a, à cet effet, donné des instructions pour «accélérer sa réalisation», ajoute

la même source. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, les deux parties sont convenues de signer un mémorandum d'entente, avant la fin du mois en cours, dans le but de réaliser le projet de production du lait infantile, dont la capacité de production devrait atteindre progressivement 30.000 tonnes, dans le cadre du projet intégré algéro-qatari pour la production du lait en poudre. Pour rappel, après la signature, fin avril dernier, d'un accord-cadre entre le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et la société qatarie "Baladna" pour la réalisation d'un projet intégré pour la production du lait en poudre dans le sud algérien, les travaux de réalisation de la première phase du projet, pour lequel une su-

perficie totale de 117.000 hectares a été dédée dans la commune de Timokten, daïra d'Aoulef (Adrar), ont été lancées début septembre. La première phase de production de ce mégaprojet, fruit d'un partenariat entre le Fonds national d'investissement (FNI) et la Société qatarie Baladna, et dont le montant d'investissement dépasse les 3,5 milliards USD, sera en 2026. Le projet permettra de produire 50% des besoins nationaux en lait en poudre, d'alimenter le marché local en viande rouge et de créer 5.000 emplois directs, outre sa contribution à la production de céréales et d'aliments pour bétail dans le cadre de l'application du système de rotation des cultures au niveau des trois pôles du projet.

CASNOS/AGRICULTEURS

Dernier délai pour le paiement des cotisations fixé au 30 septembre

La Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS), a rappelé, jeudi dans un communiqué, que le dernier délai de paiement des cotisations annuelles des agriculteurs affiliés était fixé au 30 septembre 2024. La CASNOS invite tous les agriculteurs affiliés à "se rapprocher de ses services pour

s'acquitter des cotisations annuelles et surtout, éviter les pénalités de retard et bénéficier de la couverture sociale et des différentes prestations telles que l'assurance maladie et la retraite", précise le communiqué. Les intéressés peuvent régulariser leur situation via le service e-paiement sur la plateforme numérique

"DAMANCOM.CASNOS.DZ", note le communiqué qui a ajouté qu'en cas de difficultés financières pour les concernés, ces derniers peuvent bénéficier des facilités exceptionnelles accordées par la Caisse en demandant le paiement échelonné.

COMPAGNIE MARITIME PRIVÉE NOURIS EL BAHR FERRIES

Réception incessamment du navire Cracovia au Port d'Alger

La compagnie maritime privée Nouris El Bahr Ferries a franchi un nouveau pas vers son entrée sur le marché algérien du transport maritime. « Nous sommes ravis d'annoncer à nos chers futurs passagers que Nouris Elbahr M.M. a honoré l'ensemble de ses engagements envers notre partenaire polonais propriétaire du navire Cracovia. Ce dernier sera donc

réceptionné au port d'Alger dans les jours à venir», lit-on dans un communiqué de la compagnie maritime posté en ligne sur sa page officielle Facebook. « Cette étape majeure franchise, nous serons en mesure de communiquer très bientôt les dates liées à l'ouverture des réservations ainsi qu'au dé-

but officiel de l'activité ». Dans le programme prévisionnel qu'elle a déjà dévoilé, Nouris El Bahr envisage de desservir le port de Marseille en France depuis les ports d'Alger et de Béjaïa mais aussi le port d'Alicante en Espagne depuis Alger et Oran.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 10 سبتمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 10 Septembre 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			
DA / Kg		دج / كغ			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	91	113	68	البطاطا
	Tomate	70	82	58	الطماطم
	Oignon sec	44	50	38	البصل الجاف
	Ail sec	365	424	307	الثوم الجاف
	Carotte	83	93	73	الجزر
	Navet	117	129	105	لفت
	Poivron	112	125	98	الفلفل الأخضر
	Piment	129	145	112	الفلفل الحار
	Courgette	122	136	108	الكوسة
	Haricot vert	190	214	166	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	133	147	119	الخس
Fruits frais	Pomme locale	386	506	266	التفاح المحلي
	Datte	563	685	442	التمر
	Melon	98	109	86	البطيخ الأصفر
	Pastèque	82	92	72	البطيخ الأحمر
	Poire	385	462	308	الأجاص
	Raisin	209	271	147	العنب
	Banane	483	499	467	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1796	1944	1647	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	473	486	459	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	20	17	البض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	92	97	87	حليب البقر (لتر)

BAD

Plus de 6.500 projets financés depuis sa création en 1964

Le groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a financé 6.575 projets sur le continent africain depuis sa création, devenant le premier partenaire de développement de l'Afrique, a affirmé son président Akinwumi Adesina. M. Adesina s'exprimait lors de la cérémonie de lancement officiel des festivités marquant le 60ème anniversaire de l'institution panafricaine organisée à Abidjan (Côte d'Ivoire) qui abrite le siège de l'institution. A cette occasion, M. Adesina a indiqué que la BAD depuis sa création le 10 septembre 1964 a soutenu plus de 6.575 projets sur le continent africain, notamment des projets d'infrastructures essentielles ayant contribué à améliorer les conditions de vie de millions d'Africains. "Au cours des neuf dernières années, nous avons consacré plus de 55 milliards de dollars au soutien des infrastructures, de l'énergie aux routes, corridors, ports maritimes, aéroports, chemins de fer, infrastructures numériques, eau et assainissement. Aujourd'hui, la banque est le plus grand bailleur de fonds multilatéral pour les infrastructures en Afrique", a-t-il encore souligné. M. Adesina a fait savoir également qu'au cours des huit dernières années, les actions menées par la BAD ont eu un impact sur la vie de plus de 400 millions de personnes à travers l'Afrique.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	NC	0,00	0,00	0,12	9,09	8,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 180,00	NC	0,00	-5,69	-6,86	1,31	8,26	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 290,00	NC	0,00	0,68	-0,06	2,95	5,46	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-5,97	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	450,00	NC	0,00	0,00	-8,44	2,51	-	0	0,00

TRANSITION NUMÉRIQUE EN ALGÉRIE

Plaidoyer pour l'élaboration d'un plan d'action

La récente adoption de la stratégie nationale de numérisation s'inscrit pleinement dans les engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à moderniser l'État et dynamiser le développement socio-économique du pays. L'expert Dr Hacène Derrar a souligné que la transformation numérique est aussi cruciale que la sécurité alimentaire ou énergétique. Il a également insisté sur l'importance d'élaborer un plan d'action concret pour garantir la réussite de cette stratégie récemment dévoilée.

Par Mourad A.

Lors de son passage dans l'émission «L'invité de la rédaction» sur la Chaîne 3 de la Radio algérienne, Dr Derrar a expliqué que la transformation numérique s'est déroulée en plusieurs étapes. La première a consisté à créer un environnement technologique et réglementaire propice, tandis que la seconde phase a été l'élaboration d'une stratégie ambitieuse reposant sur cinq piliers : l'infrastructure des technologies de l'information et de la communication (TIC), la formation de ressources humaines spécialisées, une gouvernance efficace, le développement d'une société numérique et la cybersécurité. Cette stratégie vise à établir un socle solide pour la numérisation en abordant les défis et contraintes existants. Parmi ces obstacles figurent la résistance au changement et les barrières comportementales et organisationnelles, nécessitant une approche intégrée et une coordination entre les différents acteurs du secteur. Malgré les premières initiatives, telles que la biométrie pour les documents d'identité et le Datacenter gouvernemental en partenariat avec la Chine, plu-

sieurs défis persistent dans la transformation numérique. Le Dr Derrar met en avant l'importance du rôle sociétal des citoyens dans la gestion et la sécurité des informations. Les obstacles réglementaires et administratifs freinent parfois l'acquisition des équipements nécessaires. Pour réussir, la stratégie doit s'aligner avec d'autres projets comme ceux sur l'intelligence artificielle, tout en mettant en place des textes législatifs appropriés. Bien que des progrès, tels que la numérisation de l'état civil, aient été réalisés, des défis subsistent. La construction d'une infrastructure technologique robuste, incluant une meilleure connectivité et des installations de fibre optique, est un acquis notable. Il est crucial de maximiser le retour sur investissement, renforcer la souveraineté numérique et développer les Datacenter gouvernementaux pour protéger les données sensibles. La loi 18-07 est un jalon important pour la protection des données personnelles. Pour atteindre un leadership en Afrique en cyber défense, l'Algérie doit évoluer dans un environnement international complexe, soutenir le secteur numérique par une législation adéquate, faciliter les transactions commerciales,

encourager l'exportation des services numériques et développer les compétences locales. La réussite de cette transformation nécessite un partenariat actif entre le secteur public et le secteur privé a indiqué l'intervenant. La numérisation doit être perçue comme un projet de société impliquant tous les acteurs concernés. Il est également crucial de sensibiliser les citoyens et de les accompagner dans l'utilisation des plateformes numériques. Le développement de contenu numérique local est un autre enjeu majeur pour réduire la dépendance aux contenus étrangers. L'Algérie pourrait également collaborer avec d'autres pays africains pour renforcer sa souveraineté numérique à l'échelle continentale. Malgré les défis, le pays possède un potentiel important pour réussir sa transformation numérique, et l'engagement et la confiance numériques seront déterminants pour atteindre les objectifs fixés. Enfin, la stratégie nationale de sécurité en cours de finalisation vise à protéger les systèmes d'information et garantir la sécurité des données à l'échelle nationale, consolidant ainsi les acquis et les perspectives d'avenir de la numérisation en Algérie.

PROJET DE CONNEXION DE 1400 LOCALITÉS À FAIBLE DENSITÉ

Les directives du ministre des postes et Télécommunications

Le ministre des Postes et Télécommunications, Karim Bibi Triki, a présidé une réunion d'orientation, par visioconférence, avec les directeurs de wilayas des Postes et Télécommunications. L'objectif est de faire le point sur l'état d'avancement du projet visant la fourniture du service universel des communications électroniques (SUCE) de 1400 zones à faible densité (moins de 2000 habitants) à travers le territoire national. Lancé, récemment, ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts visant à mettre à la disposition de chaque habitant, indépendamment de sa localisation géographique et de son statut social, des moyens d'accès aux services de télécommunications de base, plus particulièrement les services d'accès à internet à des prix abordables. Il vise, également, à établir un accès équitable et égal aux services de communication électronique pour tous les citoyens et contribue à la numérisation du territoire et à la réduction de la fracture numérique entre les régions du pays, en utilisant les différents moyens et ressources disponibles, tels que le mécanisme de soutien au service universel pour les communications électroniques. Dans ce contexte, et après avoir souligné la grande importance de ce projet, le ministre a donné un certain nombre de directives aux responsables locaux du secteur pour accélérer la mise en œuvre du projet et le suivre de près. En plus d'accompagner les opérateurs dans l'achèvement des opérations inscrites dans ce projet, le ministre a insisté sur le respect des délais contractuels contenus dans le cahier des charges, afin de permettre aux citoyens de bénéficier des services dans les délais impartis.

R.E.

RÉCEPTION DES POMPES POUR LES STATIONS DE DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

L'AEC accélère son programme

Par Réda Hadi

Selon les vœux des pouvoirs publics, en 2024, c'est 40% de la population qui sera alimentée par les eaux dessalées, alors qu'en 2030, le taux de la population qui en sera approvisionnée sera de l'ordre de 60%. Loin d'être une vaine option de l'esprit, l'Algérie a adopté une vision téméraire, pour parer au maximum au stress hydrique. C'est dans cette optique que le président de la République a approuvé une stratégie de l'eau pour la période 2021-2030, qui prévoit de satisfaire les besoins de la population par l'eau dessalée à hauteur de 60%, à l'horizon 2030, contre 18 % actuellement. Outre les stations de dessalement qui existent, un programme complémentaire a également été lancé pour la construction de 5 nouvelles stations de dessalement d'eau de mer au niveau des wilayas de Tipaza, Boumerdès, Oran, El-Tarf et Bejaia, pour une capacité globale de 1,5 million de mètres cubes. C'est dans ce cadre que la société Algerian EnergyCompany (AEC), filiale du Groupe Sonatrach, a réceptionné ven-

dredi, à l'aéroport international Houari-Boumediene, la première cargaison de pompes en provenance du Japon, destinées au fonctionnement des quatre grandes stations de dessalement de l'eau de mer. Pour rappel, l'Algérie, qui compte actuellement un total de 25 stations de dessalement de l'eau de mer, occupe la première place à l'échelle africaine dans ce domaine, selon le PDG d'Algerian EnergyCompany (AEC). Ainsi donc, les équipements reçus concernent, les stations de Cap Djenet (Boumerdès), El Taref, Bejaia et Fouka (Tipaza), entrant dans le cadre du programme national complémentaire de réalisation de cinq grandes stations de dessalement de l'eau de mer, en plus de celle d'Oran. La réception de ces équipements est importante dans le processus d'activation du programme de dessalement d'eau de mer. Pour ce faire, l'AEC, maître d'ouvrage du projet, et conformément aux directives du PDG de Sonatrach, a lancé un pont aérien couvrant dix vols, afin d'approvisionner ces projets en équipements et matériels. Car cette première

opération de réception des équipements sensibles et nécessaires au fonctionnement des stations a démarré vendredi et s'étalera jusqu'au 26 septembre en cours A cet effet, l'AEC, maître d'ouvrage du projet, et conformément aux directives du PDG de Sonatrach, a lancé un pont aérien couvrant dix vols, afin d'approvisionner ces projets en équipements et matériels nécessaires en vue d'accélérer l'achèvement de la phase finale du programme, a déclaré le PDG de l'AEC, Lotfi Zenadi. Précision de taille, le recours à l'importation express, par fret aérien, de ces équipements qui comprennent principalement des pompes avec des dispositifs de récupération d'énergie, permettra de respecter le délai de livraison estimé à quelques jours. Sonatrach a donc opté pour une importation rapide par voie aérienne, permettant de recevoir les équipements en quelques jours, contrairement au transport maritime qui aurait pris plusieurs mois. À ce jour, les travaux des cinq stations ont atteint un taux d'avancement de 75 %. Cet effort témoigne de la volonté de l'État et de l'engagement des acteurs im-

pliqués, sous la coordination du ministère de l'Énergie et des Mines, pour livrer les projets dans les délais impartis. Sonatrach souligne que cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme complémentaire décidé par le Président Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la sécurité hydrique du pays à travers la construction de cinq grandes stations de dessalement d'eau de mer, avec une capacité de production de 1,5 million de m³/jour. Ces stations seront réalisées dans les wilayas d'Oran, Tipaza, Boumerdès, Béjaia et El Tarf. Les travaux sont exécutés par les filiales du groupe Sonatrach, telles que l'Entreprise nationale des grands travaux pétroliers, la Société algérienne de réalisation des projets industriels, l'Entreprise nationale des canalisations, ainsi que Cosider Canalisations. De son côté, le Président directeur général de l'Entreprise Algérienne de réalisation de projets industriels, Tarek Nouizi, a indiqué que l'arrivée de ces équipements "permettra le lancement de l'alimentation en eau potable à travers les quatre stations d'ici la fin de l'année".

EL-MENIAA

Projet de connexion de la RN-51 au réseau de fibre optique

Les soumissions liées au projet de connexion au réseau de fibre optique de la RN-51 reliant les wilayas d'El-Meniaa et Ouargla font l'objet d'étude et d'évaluation par une commission spécialisée, a-t-on appris jeudi auprès de la direction de wilaya d'El-Meniaa de l'entreprise Algérie-Télécom. Visant la réalisation d'infrastructure et la pose d'anneaux de sécurisation du réseau de fibre optique le long de cet axe routier, en sa partie (144 km) traversant le territoire de la wilaya d'El-Meniaa, les soumissions, ayant suivi les appels d'offres d'AT, sont à l'examen en vue du choix de l'entreprise réalisatrice, a déclaré à l'APS le chef de la cellule de communication d'A.T d'El-Meniaa, AbdelouahabBelakehal. Les travaux de réalisation de ce projet seront lancés une fois l'entreprise de réalisation sélectionnée, a-t-il précisé. Le projet en question aura un impact économique sur la région, en rompant l'isolement de cette route qui sera mise en service prochainement, en plus d'assurer une couverture en téléphonie mobile des périmètres et exploitations agricoles se trouvant à proximité, a-t-on ajouté.

MILA

Une enveloppe de 530 millions de dinars pour le confortement des talus rocheux longeant la chaussée à Beni Haroun

Une enveloppe de 530 millions de dinars a été allouée à des travaux de confortement des talus rocheux longeant la chaussée dans la commune de Hamala, près de Beni Haroun (Mila), a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction des travaux publics (DTP). Cette opération, inscrite "récemment au profit du secteur des travaux publics" découle du programme d'urgence arrêté par ce secteur au titre de l'exercice en cours, a indiqué à l'APS M. Mohamed-SeghirBoukrira, chef du service de l'entretien et de l'exploitation des routes, à la même direction. Le projet vise à "stabiliser les masses rocheuses surplombant la route nationale (RN) n 27 dans son segment traversant la zone de Beni Haroun, dans la commune de Hamala, du point kilométrique (PK) n 53 et PK n 59", a ajouté le même responsable. Selon M. Boukrira, cette zone est "souvent affectée, lors d'importantes précipitations, par des chutes de rochers, ce qui menace la sécurité des usagers de la route et entrave la circulation sur la RN 27 où un trafic intense est continuellement observé dès lors que cet axe constitue un accès important vers le port de Djendjen et la zone de Bellara, dans la wilaya de Jijel". La direction des travaux publics travaille actuellement sur l'étude de ce projet, qui devrait être achevée "avant la fin de l'année", a-t-il précisé.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Plus de 230 villages isolés connectés au réseau de l'internet depuis le début de l'année 2024

Au total, 236 villages isolés ont été connectés au réseau de l'Internet depuis le début de l'année 2024 dans différentes communes rurales de la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a indiqué, jeudi, le directeur de la Poste et des Télécommunications, Khalil Sahki.

Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un programme arrêté par la direction du secteur visant la prise en charge des zones rurales dans divers domaines, notamment l'amélioration du service de l'internet, le raccordement des villages à la technologie 4G et à la fibre optique, a précisé le même responsable. Il a indiqué, dans ce contexte, que quatre (4) villages ont été dotés de la technologie de la fibre optique, à l'instar de Bouab-

dallah, dans la commune d'El Achir et de M'souda (Mansourah), tandis que 102 autres villages ruraux isolés, dont Ain El Mokh, dans la commune de Khelil et OuledChebil (Bendaoud) ont bénéficié de la connexion au réseau téléphonique et à l'internet. Au total, ce ne sont pas moins de 130 zones reculées de la wilaya de Bordj Bou Arreridj qui ont été connectées à la technologie 4G, parmi lesquelles les villages

d'El Fedj, dans la commune d'El Euch (extrême-sud de la wilaya), d'El Abiar (Herraza), d'Ouir et de Taouermit, connus pour leur relief accidenté dans la commune montagneuse de Djaâfra, a encore fait savoir la même source. D'autre part, selon M. Sahki, le remplacement des anciens réseaux internet en cuivre par la fibre optique se poursuit à travers plusieurs communes, ce qui augmentera notablement le débit.

BOUIRA

Lancement des travaux de réhabilitation de la pente autoroutière de Djebahia

Des travaux d'entretien et de réhabilitation des sections dégradées de la pente autoroutière de Djebahia, ouest de Bouira, ont été lancés depuis quelques jours, a-t-on appris jeudi auprès de l'Algérienne des Autoroutes (ADA). La réhabilitation et d'entretien de la descente autoroutière de Djebahia, dont les travaux ont été lancés depuis quelques jours, a pour objectif d'éviter des accidents sur les sections endommagées par le poids-

lourds, a expliqué à l'APS Mohamed-Salah Metiche, responsable à l'ADA. Un délai de dix jours a été accordé à la société Algérienne des travaux routiers (ALTRO), de droit public, pour parachever les travaux de frilage des sections dégradées le long de la descente autoroutière de Djebahia, ayant connu de graves accidents ces dernières semaines, rappelle M. Metiche. "Cette opération rentre dans le cadre des mesures d'urgence

prises pour éviter d'autres accidents sur cet axe autoroutier", a-t-il fait savoir, ajoutant qu'il sera également procédé à "a mise en place de la signalisation horizontale et au renforcement des plaques existantes". Plusieurs sections autoroutières connaissent de sérieuses dégradations sur le long de la descente de Djebahia à cause de la surcharge des camions et autres véhicules poids-lourds qui empruntent cette voie, selon le même responsable.

Après cette opération de frilage, des travaux de reprise des enrobées seront lancés avec l'utilisation de bitumes modifiés selon l'expertise établie par le Laboratoire central des travaux publics (LCTP), a fait savoir M. Metiche. "Un cahier des charges a été élaboré et un avis d'appel d'offre a été lancé pour le choix de l'entreprise pour mener ces travaux d'ici le mois de novembre", a-t-il précisé.

KHENCHELA

La construction de 8 centres de proximité pour le stockage de céréales entamée «avant fin 2024»

Huit (8) centres de proximité pour le stockage de céréales seront lancés en construction "avant la fin de l'année en cours" à Khenchela, a déclaré, jeudi, le directeur des équipements publics, structure chargée du suivi de la réalisation de ces centres. M. AbdelouahabBoudib a précisé que ces 8 centres de stockage seront lancés en travaux "au cours du dernier trimestre 2024"

dans les communes d'Ensigna, d'El Mahmel, d'OuledRechache, de Babar, d'Ain Touila, de M'Toussa, de Tamza et de Remila, tandis que les entreprises de réalisation ayant été "désignées mardi dernier". Le même responsable a ajouté que le délai imparti à la construction de ces centres de proximité qui ont nécessité un investissement public de 1,925 milliard de dinars, est de "10 mois".

La capacité totale des 8 centres est estimée à 400.000 quintaux, ce qui contribuera à augmenter la capacité de stockage des céréales dans la wilaya, en plus de faciliter la collecte et le dépôt des récoltes des agriculteurs. Pour rappel, la wilaya de Khenchela compte actuellement 11 points de collecte et de stockage de céréales d'une capacité totale de 1,5 million de quintaux

BLIDA

Près de 7.000 emplois pour les diplômés de la formation professionnelle en trois ans

Au total, 6.918 jeunes diplômés du secteur de la formation professionnelle à Blida, ont intégré le marché du travail durant ces trois dernières années, a-t-on appris jeudi de la direction de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP). Selon le directeur du secteur, Mohamed Addid, une majeure partie de ces diplômés, soit 2.717, ont intégré le marché du travail en 2023, tandis que 1.649 autres ont bénéficié d'un emploi direct durant le premier semestre de l'année en cours. Le même responsable a expliqué le re-

crutement de ce grand nombre de diplômés de la formation professionnelle par l'entrée en activité d'un nombre considérable d'entreprises industrielles après avoir obtenu des autorisations exceptionnelles d'exploitation, outre la formation des diplômés concernés dans des spécialités répondant aux exigences et aux besoins du partenaire économique. Cette performance est également due à la signature par le secteur, d'accords avec des entreprises économiques, stipulant l'emploi du stagiaire diplômé dès

la fin de sa période de stage ou d'apprentissage, selon le même responsable, qui a fait part de la signature depuis le début de cette année 2024 de 16 accords dans ce sens. Il a également fait cas de 69 jeunes diplômés du secteur qui ont bénéficié, ces trois dernières années, d'un soutien et d'un accompagnement de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade). Un fait qui les a aidés à réaliser leurs propres projets et à contribuer à la création de postes d'emplois.

La réalité de la crise économique en Chine

1^{ère} partie

L'économie chinoise est bloquée. Après la décision de Pékin, fin 2022, de mettre brutalement fin à sa politique draconienne de «zéro COVID», de nombreux observateurs pensaient que le moteur de la croissance chinoise allait rapidement redémarrer. Après les années de confinement pour cause de pandémie, lesquelles ont pratiquement paralysé certains secteurs économiques, la réouverture du pays était censée déclencher un retour en force.

Par Zongyuan Zoe Liu (*)

Au lieu de cela, la reprise s'est essoufflée, avec une performance médiocre du PIB, une baisse de la confiance des consommateurs, des conflits grandissants avec l'Occident et un effondrement des prix de l'immobilier qui a entraîné la défaillance de certaines des plus grandes entreprises chinoises. En juillet 2024, les données officielles chinoises ont révélé que la croissance du PIB était inférieure à l'objectif d'environ 5 % fixé par le gouvernement. Celui-ci a enfin autorisé les Chinois à sortir de leurs maisons, mais il ne peut pas imposer à l'économie de retrouver sa vigueur d'antan.

Pour expliquer ce sombre tableau, les observateurs occidentaux ont avancé diverses explications. Parmi celles-ci : la crise immobilière persistante en Chine, le vieillissement rapide de la population et la mainmise de plus en plus ferme du dirigeant chinois Xi Jinping en matière d'économie, ainsi que sa réaction extrême à la pandémie. Mais il existe un facteur plus permanent pour expliquer la stagnation actuelle, plus fondamental que l'autoritarisme croissant de Xi ou les effets de l'effondrement du marché immobilier : il s'agit tout simplement de la stratégie économique vieille de plusieurs décennies qui place la production industrielle au dessus de tout le reste, une approche qui, au fil du temps, s'est traduite par d'immenses surcapacités structurelles. Pendant des années, les politiques industrielles de Pékin ont conduit à un surinvestissement dans les installations de production dans des secteurs allant des matières premières aux technologies émergentes telles que les batteries et les robots, accablant souvent les villes et les entreprises chinoises d'un énorme fardeau d'endettement.

En d'autres termes, dans de nombreux secteurs économiques cruciaux, la Chine produit bien plus qu'elle, ou que les marchés étrangers, ne peuvent durablement absorber. Résultat, l'économie chinoise risque d'être prise dans un cercle vicieux de chute des prix, d'insolvabilité, de fermetures d'usines et, à terme, de pertes d'emplois. La contraction des bénéfices a contraint les producteurs à augmenter encore leur production et à pratiquer des rabais plus importants sur leurs produits afin de générer les liquidités nécessaires au remboursement de leurs dettes. De plus, lorsque les usines sont contraintes de fermer et que les industries fusionnent, les entreprises qui restent ne sont pas nécessairement les plus efficaces ou les plus rentables. Au contraire, les survivantes ont tendance à être celles qui ont le meilleur accès aux subventions publiques et aux financements à faible

coût.

Depuis le milieu des années 2010, le problème est également devenu un facteur de déstabilisation pour le commerce international. En créant une surabondance d'offre sur le marché mondial de nombreux produits, les entreprises chinoises font baisser les prix sous le seuil de rentabilité pour les producteurs d'autres pays. En décembre 2023, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a averti que l'excès de production chinoise provoquait des déséquilibres commerciaux « intenable » et a accusé Pékin de se livrer à des pratiques commerciales déloyales en écoulant des quantités toujours plus importantes de produits chinois sur le marché européen à des prix défiant toute concurrence. En avril, la secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, a prévenu que dans la mesure où la Chine surinvestit dans l'acier, les véhicules électriques et de nombreux autres produits menacent de provoquer des « bouleversements économiques » dans le monde entier. « La Chine est désormais tout simplement trop grande pour que le reste du monde puisse absorber cette énorme capacité », a déclaré Yellen.

En dépit des dénégations véhémentes de Pékin, la politique industrielle chinoise conduit depuis des décennies à des cycles récurrents de surcapacité. À l'intérieur du pays, les usines des secteurs économiques désignés comme prioritaires par le gouvernement vendent régulièrement leurs produits à des prix inférieurs à leur coût de revient afin de satisfaire les objectifs politiques locaux et nationaux. Pékin a régulièrement relevé les objectifs de production pour de nombreux produits, alors même que les niveaux actuels dépassent déjà la demande. Cette situation résulte en partie d'une longue tradition de planification économique qui a mis l'accent sur la production industrielle et le développement des infrastructures, tout en ignorant pratiquement la consommation des ménages. Cette omission n'est pas due à l'ignorance ou à une erreur de calcul ; elle reflète plutôt la stratégie économique de longue date du parti communiste chinois.

Pour le parti, la consommation est une source de distraction individualiste qui menace de détourner les ressources de la principale force économique de la Chine : sa base industrielle. Selon l'orthodoxie du parti, le principal atout économique de la Chine tient à sa sobriété et à ses taux d'épargne élevés, qui génèrent des capitaux que le système bancaire contrôlé par l'État peut injecter dans les entreprises industrielles. Ce système renforce également la stabilité politique en intégrant la hiérarchie du parti dans chaque secteur économique. Parce que la base industrielle hypertrophiée de la

Chine dépend d'un financement bon marché pour survivre – financement que les dirigeants chinois peuvent restreindre à tout moment –, l'élite économique est étroitement liée, voire soumise, aux intérêts du parti. En Occident, l'argent influence la politique, mais en Chine, c'est l'inverse : la politique influence l'argent. Il est clair que l'économie chinoise doit trouver un nouvel équilibre entre investissement et consommation, mais il est peu probable que Pékin opère ce changement parce que sa politique économique intensive en termes de production est tributaire du contrôle politique qu'elle obtient.

Pour l'Occident, le problème de la surcapacité de la Chine représente un défi à long terme qui ne peut être résolu simplement en érigeant de nouvelles barrières commerciales. D'une part, même si les États-Unis et l'Europe parvenaient à limiter de manière significative la quantité de produits chinois arrivant sur les marchés occidentaux, cela ne permettrait pas pour autant de démanteler les inefficacités structurelles qui se sont accumulées en Chine au cours de décennies pendant lesquelles les investissements industriels et les objectifs de production ont été privilégiés. Toute rectification de trajectoire risque de demander des années de politique chinoise constante pour porter ses fruits. Par ailleurs, l'accent mis par Xi sur l'autosuffisance économique de la Chine – une stratégie qui est elle-même une réponse au sentiment que l'Occident tente d'isoler le pays sur le plan économique – a accru, plutôt que diminué, les pressions qui conduisent à la surproduction. Qui plus est, les efforts déployés par Washington pour empêcher Pékin d'inonder les États-Unis de produits bon marché dans des secteurs clés ne feront probablement que créer de nouvelles carences au sein de l'économie américaine, tout en déplaçant le problème de surproduction de la Chine vers d'autres marchés internationaux.

Pour élaborer une meilleure approche, les dirigeants et les décideurs politiques occidentaux feraient bien de comprendre les forces profondes à l'origine de la surcapacité de la Chine et de s'assurer que leurs propres politiques n'aggravent pas la situation. Plutôt que de chercher à isoler davantage la Chine, l'Occident devrait prendre des mesures pour que Pékin reste fermement ancré au sein du système commercial mondial, en utilisant les mesures incitatives du marché mondial pour amener la Chine à adopter une croissance plus équilibrée et des politiques industrielles moins autoritaires. En l'absence d'une telle stratégie, l'Occident pourrait être confronté à une Chine de plus en plus insensible aux relations économiques internationales et prête à redoubler d'efforts pour appliquer sa

stratégie de production pilotée par l'État, même au risque de nuire à l'économie mondiale et de freiner sa propre prospérité.

Défauts de fabrication

Les problèmes structurels qui sous-tendent la stagnation économique de la Chine ne sont pas le résultat de choix politiques récents. Ils découlent directement de la stratégie industrielle déséquilibrée qui a pris forme dans les premières années de l'ère de réforme de la Chine, il y a quarante ans. Le sixième plan quinquennal de la Chine (1981-85) a été le premier à être institué après l'ouverture de l'économie chinoise par le dirigeant Deng Xiaoping. Bien que le document compte plus de 100 pages, la quasi-totalité en est consacrée au développement du secteur industriel chinois, à l'expansion du commerce international et aux avancées technologiques ; seule une page est consacrée à l'augmentation des revenus et à la consommation. Aujourd'hui, la priorité accordée par le parti au secteur industriel chinois reste étonnamment similaire, en dépit des vastes changements technologiques et d'un marché mondial presque méconnaissable. Le 14^e plan quinquennal (2021-25) fixe des objectifs détaillés en matière de croissance économique, d'investissement dans la recherche et le développement, de délivrance de brevets ou encore de production alimentaire et énergétique, mais à l'exception de quelques autres références éparses, la consommation des ménages est reléguée à un seul paragraphe.

En donnant la priorité à la production industrielle, les planificateurs économiques chinois partent du principe que les producteurs chinois seront toujours en mesure d'écouler l'offre excédentaire sur le marché mondial et d'engranger des liquidités grâce aux ventes à l'étranger. Dans la pratique, cependant, ils ont engendré un considérable excès d'investissement dans des secteurs où le marché intérieur est déjà saturé et où les gouvernements étrangers se méfient de la domination de la chaîne d'approvisionnement chinoise. Au début du XXI^e siècle, cela a été le cas pour l'acier chinois, la capacité excédentaire du pays ayant fini par dépasser la totalité de la production d'acier de l'Allemagne, du Japon et des États-Unis réunis. Plus récemment, la Chine s'est retrouvée avec des excédents similaires dans les domaines du charbon, de l'aluminium, du verre, du ciment, de l'équipement robotique, des batteries de véhicules électriques et d'autres matériaux. Les usines chinoises sont désormais en mesure de produire chaque année deux fois plus de panneaux solaires que la planète ne peut en utiliser.

(A suivre)

QATAR

Doha envisage d’augmenter sa participation dans Iberdrola

L' 'Autorité d'investissement du Qatar, le fonds souverain du pays, envisage d'augmenter sa participation dans la compagnie d'électricité espagnole Iberdrola, a rapporté vendredi le journal espagnol Expansion, citant des sources non identifiées du secteur de l'énergie. Le Qatar, qui détient une participation de 8,8 % dans Iberdrola, selon les données du LSEG, et qui est le premier actionnaire de la compagnie, a discuté de cette possibilité avec le gouvernement espagnol, selon le journal. Le gouvernement espagnol a le droit de bloquer ou de soumettre à des conditions l'acquisition de participations importantes par des sociétés étrangères dans des entreprises espagnoles stratégiques telles que les compagnies d'électricité. Iberdrola et la Qatar Investment Authority n'ont pas immédiatement répondu aux demandes de commentaires.

EGYPTE

ACWA Power prévoit d’achever la phase 1 son projet d’hydrogène vert en 2028

Ce projet s'ajoute à plusieurs autres entrepris ou proposés par des groupes internationaux dans le secteur d'hydrogène vert en Égypte. Le pays d'Afrique du Nord aurait le potentiel de produire l'hydrogène vert avec l'un des couts les plus bas au monde. La filiale égyptienne de la société saoudienne ACWA Power prévoit d'achever la première phase de son projet d'hydrogène vert dans la zone économique du canal de Suez en Egypte au quatrième trimestre 2028, selon le directeur général de la filiale, Hassan Amin. S'adressant au journal Asharqbusiness, M. Amin a déclaré que des mesures concrètes pour la réalisation du projet de 4 milliards \$ ont déjà été prises. En décembre 2023, ACWA Power annonçait la signature d'un accord-cadre, faisant suite à un protocole d'accord signé un an plus tôt, pour définir le développement de la première phase de son projet qui prévoit la construction d'une usine capable de produire 600 000 tonnes d'ammoniac vert par an. Outre ce projet d'hydrogène vert, l'entreprise développe un projet de parc éolien de 1,1 GW dans le golfe de Suez et à Jabal El-Zeit, pour des investissements de 1,5 milliard \$. Il sera mis en œuvre en deux phases et les travaux de construction devraient commencer à la fin de cette année, a déclaré M. Amin dans l'interview. L'Égypte peut compter sur d'immenses ressources éoliennes et solaires conjuguées à un emplacement géographique idéal et une forte volonté politique pour devenir un hub énergétique incontournable dans le futur.

ARABIE SAOUDITE

Le bénéfice global des banques atteint un niveau record de 2,1 milliards de dollars

Le bénéfice global des banques saoudiennes avant zakat et impôts a atteint un niveau record de 7,83 milliards de SR (2,1 milliards de dollars) en juillet, marquant une augmentation annuelle de 23 %, selon des données récemment publiées.

Selon la banque centrale du Royaume, également connue sous le nom de SAMA, les institutions financières ont déclaré des bénéfices totaux de 50,22 milliards de SR entre janvier et fin juillet, soit une augmentation de 13 % par rapport aux 44,5 milliards de SR au cours de la même période de l'année dernière. Le total des dépôts a augmenté de 8 % au cours de cette période, atteignant 2,64 trillions de SR, les dépôts à terme ayant connu la plus forte croissance (20 %), totalisant 930,24 milliards de SR. Les comptes à vue, qui représentent 53 % du total des dépôts, ont connu une augmentation plus modeste de 5 %, portant le total à 1,4 trillion de SR. Du côté des actifs, le crédit bancaire total a augmenté à 2,79 trillions de SR, marquant une augmentation de 12 % en juillet par

rapport au même mois de 2023. Le ratio prêts/dépôts, un indicateur clé pour évaluer la liquidité d'une banque, a grimpé à 80,73 %, contre 78,84 % un an plus tôt. L'expansion du secteur bancaire saoudien est due à une combinaison de conditions économiques favorables et d'initiatives stratégiques. Les prix élevés du pétrole, associés à la poursuite des dépenses publiques, ont créé un environnement opérationnel solide pour les banques, leur permettant de soutenir les ambitieux giga-projets du Royaume et la stratégie plus large de Vision 2030. Cette toile de fond économique a également contribué à une solide croissance du PIB non pétrolier, ce qui a encore renforcé les performances du secteur bancaire. Outre ces moteurs de croissance traditionnels, l'essor de la fintech joue un rôle transformateur en remodelant le paysage du secteur.

DUBAÏ

Accueil d’un nouvel acteur sur le marché des failles informatiques offensives

Dubaï, ville-phare de l'innovation technologique et des infrastructures futuristes, continue de renforcer son statut de hub international en accueillant un nouvel entrant sur le marché des failles informatiques offensives. Le cabinet ZeroZenX, spécialisé dans la revente de vulnérabilités non répertoriées, plus communément appelées "zero-day", vient de marquer un coup d'éclat en effectuant ses premières acquisitions de failles critiques. Cette nouvelle entreprise, encore jeune sur la scène mondiale, s'annonce déjà comme un acteur in-

contournable du secteur. Zero-day : la clé des failles informatiques inconnues Les failles "zero-day" représentent une denrée rare et particulièrement convoitée dans l'univers de la cybersécurité. Ces vulnérabilités, inconnues des éditeurs de logiciels, offrent une porte d'entrée privilégiée pour les cyberattaques avant même qu'un correctif ne soit développé. Le commerce de ces failles, bien que parfois controversé, est devenu une industrie florissante. Les États, entreprises, et agences de renseignement sont toujours à la recherche de ces brèches pour se

défendre, ou pour monter des opérations offensives en toute discrétion. Dans ce contexte, l'émergence de ZeroZenX dans cette niche très spécifique n'est pas anodine. L'entreprise a pour ambition de s'imposer dans un marché où la confiance et la réputation sont des éléments clés. Elle a récemment franchi une étape majeure en réalisant ses premières acquisitions de vulnérabilités critiques, renforçant ainsi son image d'intermédiaire fiable pour les acheteurs potentiels. Dubaï : le nouveau hub de la cy-

bersécurité offensive ? Depuis plusieurs années, Dubaï s'est positionnée comme un carrefour pour les technologies de pointe, attirant les start-ups, les talents et les grandes entreprises du secteur numérique. Les failles informatiques offensives ne sont pas une exception à cette règle. La ville offre une combinaison unique de réglementation souple, de zones franches et d'une fiscalité avantageuse, des éléments qui séduisent particulièrement les acteurs de la cybersécurité. ZeroZenX n'a donc pas choisi Dubaï par hasard pour y établir son siège.

MAURITANIE

Atelier de consultation sur le plan d’action du HCR pour la Mauritanie 2025-2026

Un atelier de consultation sur le plan d'action du HCR pour la Mauritanie 2025-2026 a débuté mercredi matin à Nouakchott. Organisé en collaboration entre le ministère de l'Intérieur, de la Promotion de la Décentralisation et du Développement local et le HCR Mauritanie, la consultation vise à créer un environnement durable et inclusif qui bénéficie à la fois aux réfugiés et aux communautés d'accueil, et crée une prospérité partagée. L'atelier d'une journée rassemble des représentants des secteurs gouvernementaux, des Nations Unies, des partenaires techniques et financiers et des organisations de la société civile actives sur le terrain. A l'ouverture de l'atelier, le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, de la Promotion de la Décentralisation et du Dévelop-

pement Local, Abderrahmane Ould El Hassan, a exprimé ses remerciements aux différents partenaires techniques et financiers (Union Européenne, Banque Mondiale, Allemagne, Espagne, France, Organisations des Nations Unies, ...) pour leur appui constant à la Mauritanie. Il a ajouté que la Mauritanie, grâce à la volonté et aux orientations du Président de la République, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, poursuit sa politique d'ouverture à l'égard des réfugiés et aide les communautés d'accueil à les recevoir et à les héberger harmonieusement. Le secrétaire général a indiqué que malgré les défis auxquels fait face la population locale, y compris l'afflux de nouveaux arrivants depuis 2023, le gouvernement mauritanien a renouvelé son engagement à aller de l'avant dans l'intégration des réfugiés

dans le système national, tel qu'exprimé lors des forums mondiaux sur les réfugiés en 2019 et 2023. La nouvelle vision du gouvernement mauritanien vise à faire prévaloir l'État de droit, à développer une économie durable, à créer un capital humain qualifié, à renforcer l'unité nationale et à assurer la sécurité. A cette fin, l'accent sera mis sur l'emploi en tant que priorité soutenue par une stratégie nationale pour l'emploi, la mise en place d'un filet de sécurité sociale pour appuyer les groupes les plus vulnérables et l'inclusion des jeunes et des femmes dans la conduite des affaires publiques. Le secrétaire général a conclu en déclarant que la Mauritanie reconnaît que l'afflux rapide de personnes déplacées a exercé une forte pression sur les services locaux et qu'elle s'est engagée à améliorer ses infrastructures pour relever ces défis.

AFRIQUE DU SUD

Un gisement de terres rares valorisé à 3,7 milliards \$

En 2017, le Burundi est devenu le premier producteur africain de terres rares. Depuis, plusieurs pays du continent s'activent pour exploiter leurs propres réserves, dans un contexte de hausse de la demande mondiale pour ces métaux indispensables à la transition énergétique.

Le projet Phalaborwa en Afrique du Sud héberge des ressources minérales de 35 millions de tonnes titrant 0,44 % d'oxyde de terres rares (TREO). Cette nouvelle estimation a une valeur de 3,7 milliards de dollars, selon un communiqué publié le 11 septembre par Rainbow Rare Earths, la compagnie minière qui pilote le projet. Cette estimation de la valeur du gisement tient compte des terres rares les plus demandées sur le marché, notamment le néodyme, le praséodyme, le dysprosium et le terbium. Ces terres rares sont notamment utilisées dans les ai-

mants des turbines éoliennes et dans les véhicules électriques, deux secteurs en plein essor dans le cadre de la transition énergétique. Le cabinet Adamas Intelligence estime ainsi que la demande mondiale d'aimants contenant ces éléments de terres rares devrait connaître un taux de croissance annuel composé de 8,7 % d'ici 2040. La mise à jour de l'estimation de ressources minérales prolonge aussi de deux ans la durée de vie de la mine, ce qui signifie que Phalaborwa peut désormais être exploitée sur 16 ans. Selon une évaluation économique préliminaire publiée en octobre 2023, Phalaborwa

peut livrer 26 208 tonnes d'oxydes de terres rares sur une durée de vie de 14,2 ans, grâce à un investissement initial de 295,5 millions de dollars. Rappelons que le développement du projet Phalaborwa survient à un moment où l'Afrique du Sud élabore une stratégie sur les minéraux critiques pour tirer profit de la hausse de la demande au niveau mondial. En plus des terres rares, l'Afrique du Sud dispose de réserves de nickel, cuivre et lithium, des minéraux essentiels à la transition énergétique avec des risques d'approvisionnement plus ou moins élevés.

NIGER

Niamey négocie un financement supplémentaire de 80 millions \$ auprès du FIDA

Au Niger comme dans la majorité des pays du Sahel, la production agricole doit faire face à des épisodes de sécheresses sévères et cycliques. Avec en plus la recrudescence de l'insécurité liée aux conflits depuis quelques mois, la sécurité alimentaire est mise à rude épreuve. Au Niger, le Premier ministre Mahaman Ali Lamine Zeine a signé, le 11 septembre, deux accords de financement d'une valeur totale de 47,6 milliards de francs CFA (80,4 millions \$) avec le Fonds International de Développement Agri-

cole (FIDA). Selon le responsable, il s'agit d'un financement additionnel pour la mise en œuvre du Programme de développement de l'agriculture familiale dans les régions de Maradi, Tahoua, Zinder (ProDAF MTZ) et du Programme de développement de l'agriculture familiale dans la région de Diffa (ProDAF Diffa). « Le ProDAF MTZ et le ProDAF Diffa visent à opérer une transformation rurale profonde, en renforçant l'agriculture familiale durable et l'accès aux marchés. Ils visent à améliorer durablement les revenus des

ménages, à renforcer leur adaptation au changement climatique et à faciliter l'intégration socio-économique des populations déplacées au sein des communautés d'accueil », explique Bernard Hien, directeur régional du FIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Globalement, ces deux projets devraient bénéficier à plus de 2,6 millions de personnes, incluant des réfugiés, des personnes déplacées et/ou des rapatriés à travers plus de 24 communautés rurales. Pour le gouvernement, cette initiative

devrait également contribuer à améliorer la sécurité alimentaire dans le pays. Au Niger, les dernières projections formulées par la Famine Early Warning Systems Network (FEWS NET) en juin dernier indiquent que l'insécurité alimentaire aiguë persiste dans les zones de conflits situées dans les régions de Tillabéry, du nord-ouest de Tahoua, de Diffa et du Sud-Ouest de Maradi. Dans le pays, l'organisation estime qu'entre 2,5 et 3 millions de personnes auront besoin d'une assistance alimentaire jusqu'en janvier 2025.

CÔTE D'IVOIRE La mine d'or Lafigué entre en production commerciale

En juillet, Endeavour a doté la Côte d'Ivoire d'une nouvelle mine d'or. Détenue à 20 % par l'État ivoirien, Lafigué peut livrer annuellement plus de 200 000 onces d'or sur 13 ans. En Côte d'Ivoire, Endeavour Mining a annoncé le 13 septembre l'entrée en production commerciale de sa mine d'or Lafigué. Ce succès enregistré le 1er août dernier, soit un mois après la production du premier lingot d'or, place la compagnie en bonne voie pour produire 90 000 à 100 000 onces d'or sur la mine Lafigué en 2024. Selon l'étude de faisabilité, Lafigué peut livrer en moyenne plus de 200 000 onces d'or par an sur une durée de vie de la mine de 13 ans. La mine fait partie des actifs qui contribuent à la croissance de la production ivoirienne d'or observée ces dernières années. De 23,5 tonnes en 2015, la production d'or en Côte d'Ivoire a ainsi plus que doublé pour atteindre 51 tonnes en 2023. Le pays vise par ailleurs une production d'or de 55 tonnes en 2024. Pour le gouvernement ivoirien, cette croissance signifie aussi une augmentation des revenus miniers. La Côte d'Ivoire détient par exemple 20 % d'intérêts dans la mine Lafigué, ainsi qu'une redevance sur la production d'or pouvant atteindre 6 % du chiffre d'affaires. Rappelons qu'Endeavour est le premier producteur d'or en Afrique de l'Ouest. La compagnie vise une production d'or de 1,13 à 1,27 million d'onces sur ses cinq mines réparties entre la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Sénégal.

RAPPORT

L'Afrique capte 87% des financements mondiaux de mini-réseaux électriques

Le rapport souligne que les mini-réseaux deviennent un puissant moteur de l'électrification des zones reculées d'Afrique subsaharienne, grâce notamment à la baisse du coût des énergies renouvelables et à la mise en place de cadres réglementaires favorables. L'Afrique accapare environ 87% de l'ensemble des financements engagés dans des programmes de développement des mini-réseaux électriques à l'échelle mondiale par des investisseurs privés, des gouvernements et des partenaires de développement, selon un rapport publié le 14 août dernier par Sustainable Energy for All (SEforALL), une organisation internationale qui œuvre à favoriser l'accès universel aux énergies renouvelables. Intitulé « State of the global mini-grids market report 2024 », le rapport précise que le montant total des fonds engagés à travers le monde pour les programmes d'installation de ces réseaux

dédiés à l'électrification des zones reculées s'élève à plus de 3,1 milliards de dollars. Sur ce montant, environ 2,7 milliards de dollars sont destinés aux pays africains. La répartition de ces engagements par sous-région du continent montre que l'Afrique de l'Ouest capte la majeure partie des financements (808 millions de dollars), devant l'Afrique de l'Est (639 millions) et l'Afrique centrale (416 millions), alors que l'Afrique australe et l'Afrique du Nord attirent des montants très modestes. Quelque 821 millions de dollars sont par ailleurs engagés dans des programmes multi-régionaux couvrant l'ensemble du continent. Le rapport souligne également que deux tendances peuvent être identifiées dans le financement du secteur des mini-réseaux dans le monde. La première est l'augmentation significative du financement total engagé par

les partenaires au développement, qui est passé de quelques millions de dollars dans les années 2000 à plus de 2,5 milliards de dollars en 2023. La deuxième tendance est la participation croissante des investisseurs privés dont les financements sont passés de moins de 100 millions de dollars en 2015 à près de 600 millions de dollars en 2022. Ces évolutions témoignent d'une reconnaissance plus large du rôle que les mini-réseaux peuvent jouer dans les objectifs mondiaux d'accès à l'énergie, et offrent de nouvelles possibilités de croissance dans le secteur. Les financements mixtes (Blended finance), qui combinent subventions, fonds propres et emprunts jouent déjà un rôle essentiel pour attirer les investisseurs commerciaux et les investisseurs d'impact, améliorant ainsi la bancabilité des projets de mini-réseaux. En outre, des plateformes de financement à guichet unique offrant

des solutions financières complètes qui comprennent le préfinancement, les subventions basées sur les résultats (RBF) et l'assistance technique sont en cours de développement pour fournir l'adaptabilité requise pour le développement des mini-réseaux.

Croissance rapide au sud du Sahara

L'exploitation des options de financement climatique constitue aussi une voie prometteuse pour renforcer les flux d'investissements dans le secteur. Des mécanismes innovants tels que les crédits d'énergie renouvelable distribuée (D-REC) et les crédits d'énergie renouvelable pour la paix (P-REC) se révèlent être des outils efficaces pour financer les systèmes de production et de distribution d'électricité qui alimentent en énergie un petit groupe isolé de clients et fonctionnent indépendamment du réseau électrique national.

POINT-MARCHÉS

L'Europe finit dans le vert sur fond d'optimisme sur la Fed

Les Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi et Wall Street était également dans le vert à mi-séance, sur fond de dépréciation du dollar et de montée des matières premières en réaction aux anticipations d'une baisse drastique des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) la semaine prochaine.

À Paris, le CAC 40 a fini sur un gain de 0,41% à 7.465,25 points. Le Footsie britannique a pris 0,39% et le Dax allemand a avancé de 0,92%. L'indice EuroStoxx 50 a progressé de 0,54%, le FTSEurofirst 300 de 0,65% et le Stoxx 600 de 0,72%. Sur l'ensemble de la semaine, le CAC 40 a gagné 1,5% et le Stoxx 600 1,8%. Au moment de la clôture en Europe, le Dow Jones avance de 0,91%, le Standard & Poor's 500 de 0,57% et le Nasdaq de 0,60%. Dix des 11 principaux secteurs du S&P 500 sont dans le vert, avec en tête le compartiment des matériaux qui s'inscrit dans la hausse des cours des métaux précieux. L'indice de la volatilité à Wall Street, perçu comme un bon baromètre de la peur, reflue de plus de 4,8% à 16,25 points, tandis que sur l'EuroStoxx 50, il a fini en baisse de 8,45% à 16,05 points. La tendance positive sur les marchés actions est soutenue par l'espoir accru d'une baisse de 50 points de base des taux des fonds fédéraux de la Fed à l'issue de la réunion des 17 et 18 septembre, et non plus de seulement 25 points comme largement anticipé auparavant. L'influent ancien président de la Fed de New York, Bill Dudley, a déclaré lors d'un forum à Singapour qu'"il existe de solides arguments en faveur du chiffre 50", faisant référence à une baisse de cette ampleur des coûts d'emprunt. "Jusqu'à présent, j'étais fermement dans le camp des 25 points de base. Cela me fait penser qu'ils pourraient aller jusqu'à 50 points", a déclaré pour sa part Fiona Cincotta, stratège marchés chez City Index. "C'est comme si on jouait à pile ou face, c'est ce que montre le marché, au regard des réactions que nous observons sur les obligations, le yen, le dollar américain et l'or", a-t-elle ajouté. "Nous continuons de privilégier une réduction de 25 points de base plutôt qu'une réduction de 50 points, car le marché du travail et l'économie dans son ensemble restent résilients", écrit dans une note Carol Kong, stratège chez Commonwealth Bank of Australia, qui juge les anticipations actuelles trop élevées. Cette incertitude sur les taux s'est traduite en Europe par de faibles gains sur le marché ac-

tions, tandis que dans le compartiment des métaux, l'or a touché un niveau record sur fond de dépréciation du dollar. La faiblesse du billet vert a également tiré le secteur européen des ressources de base, l'une des meilleures performances du Stoxx 600, aux côtés de l'immobilier, qui a profité de la décision jeudi de la Banque centrale européenne (BCE) de réduire à nouveau ses taux directeurs sur fond de ralentissement de l'inflation. L'indice des prix à la consommation en France est tombé sur un an en août à 2,2% aux normes européennes et à 1,8% aux normes françaises, soit en dessous de l'objectif de 2% de la BCE.

Valeurs en Europe

Valneva a plongé de 10,45% après avoir annoncé lever 60 millions d'euros via une augmentation de capital. Worldline a dévissé de 14,34% avec l'annonce du départ de son directeur général et l'abaissement de ses perspectives pour l'exercice 2024. Bolloré a grimpé de 4,82%, le conglomérat ayant annoncé le retrait de la cote de trois de ses filiales, dans le cadre d'un projet de rationalisation et de simplification de sa structure. DSV (+0,98%) a fini dans le vert après l'annonce par le groupe du rachat de Schenker, branche logistique de la compagnie ferroviaire publique allemande Deutsche Bahn. Commerzbank a avancé de 4,17%. Selon une source, le gouvernement allemand et UniCredit (-0,85%) ont tenu des discussions après la prise de participation de 9% de la banque italienne au capital de l'établissement allemand. Campari a chuté 6,4%, des traders expliquant cette baisse par les propos de l'administrateur délégué du groupe italien de spiritueux, qui a déclaré, lors d'une conférence de presse, que l'environnement était "très faible" pour le secteur sur le trimestre en cours. Dans son sillage, Diageo a reculé de 1,43% et Pernod Ricard de 2,74%. Astrazeneca a perdu 1,01%, Deutsche Bank ayant abaissé son conseil sur le laboratoire à "vendre" et réduit l'objectif de cours.

Les indicateurs du jour

La production industrielle en zone euro a

baissé moins rapidement que prévu en juillet, affichant un recul de 0,3%, selon Eurostat. Le moral des ménages américains s'est amélioré davantage que prévu depuis le début du mois de septembre, à 69,0, montrent les premiers résultats de l'enquête mensuelle de l'Université du Michigan.

Changes

Le dollar est tombé vendredi à un creux de neuf mois face au yen, à 140,36 (-1%), en réaction aux informations sur une possible baisse drastique des taux aux Etats-Unis. La devise américaine abandonne 0,40% face à un panier de devises internationales et est notamment en retrait face à l'euro, la livre sterling et le franc suisse. La monnaie unique européenne se traite à

1,1085 dollar (+0,10%), la présidente de la BCE, Christine Lagarde, s'étant efforcée jeudi d'atténuer les attentes d'une nouvelle baisse des taux en zone euro en octobre.

Taux

La perspective d'une baisse de 50 points des taux de la Fed la semaine prochaine provoque une forte détente dans le compartiment obligataire, où le rendement des Treasuries à dix ans cède deux points de base, à 3,6607%, et celui à deux ans 4,9 points, à 3,599%. En Europe, la détente a été notable surtout dans les rendements à court terme, le Bund à deux ans ayant fini en repli d'environ trois points, à 2,206%.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 12 Septembre 2024 Valeur : 16 Septembre 2024				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.5961	132.6111
1	EUR	EURO	145.9353	145.9650
1	GBP	POUND STERLING	172.8312	172.8958
100	JPY	JAPANESE YEN	92.9716	92.9886
1	CNY	CHINESE YUAN	18.6126	18.6155
1	CHF	SWISS FRANC	155.1921	155.2278
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	97.6623	97.6805
1	DKK	DANISH KRONE	19.5561	19.5594
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.7594	12.7621
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.2310	12.2347
1	AED	UAE DIRHAM	36.0992	36.1073
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.3326	35.3385
1	KWD	KUWAITI DINAR	434.0298	434.3632
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.0630	43.4957
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5936	13.5951
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.0881	27.2269
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3392	3.3496
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.5474	178.5474

RASSURÉE SUR L'ÉCONOMIE ET L'INFLATION

Wall Street termine en hausse

La Bourse de New York a terminé en hausse vendredi, de nouveau convaincue d'un atterrissage en douceur de l'économie américaine et d'une normalisation de l'inflation. Le Dow Jones s'est adjugé 0,72%, l'indice Nasdaq 0,65% et l'indice élargi S&P 500, 0,54%. S&P 500 et Nasdaq viennent de signer cinq séances consécutives dans le vert, le premier n'étant plus qu'à un souffle de son record. La place new-yorkaise a salué la baisse des prix à l'importation (-0,3% sur un mois) en août, plus marquée que prévu (-0,2%), mais aussi les conclusions de l'enquête mensuelle de l'université du Michigan sur le moral des consommateurs. L'indice principal du rapport a progressé en septembre, plus que ne le prévoyaient les économistes. Quant aux anticipations d'inflation des consommateurs américains,

elles sont au plus bas depuis décembre 2020, signe que le grand public croit en une accalmie durable des prix. "Appelez cela comme vous voulez, atterrissage en douceur (de l'économie), scénario idéal, le marché y croit", a commenté Steve Sosnick, d'Interactive Brokers. Inquiets, ces dernières semaines, d'un décrochage brutal de l'économie américaine, les intervenants ont écarté ce risque à la lumière des derniers indicateurs. "Pour moi", a expliqué Steve Sosnick, "le tournant de la semaine est intervenu lorsque (le directeur général de Nvidia) Jensen Huang a dit, lors d'une conférence, que la demande pour ses puces était forte et que les gens bataillaient pour en acquérir suffisamment". Ces déclarations ont rassuré Wall Street sur l'appétit pour les semi-conducteurs et l'intelligence artifi-

cielle (IA). Vendredi, Nvidia a fait une pause (-0,03%) vendredi, après avoir grimpé de 12% en dix jours, mais ses grands concurrents Broadcom (+1,90%), Qualcomm (+1,67%) et AMD (+1,02%) ont poursuivi leur marche en avant. Parmi les capitalisations technologiques géantes, Alphabet a aussi continué son rattrapage (+1,82%). Le marché attend sereinement la réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed), mardi et mercredi, même si l'incertitude règne quant à la décision que prendra l'institution. Il a relevé un article du journaliste du Wall Street Journal Nick Timiraos, connu pour avoir annoncé à plusieurs reprises une décision de politique monétaire de la Fed avant même le début d'une réunion. Selon lui, les membres du comité de politique monétaire de la Fed hésitent encore entre une baisse d'un

quart et d'un demi-point de pourcentage. Les opérateurs en ont tenu compte et ont revu leur copie, accordant désormais quasiment la même probabilité à l'hypothèse d'une baisse d'un quart et d'un demi-point de pourcentage. Le marché obligataire a aussi réagi à ce développement. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 2 ans se détendait, à 3,59% contre 3,64% la veille en clôture. "L'incertitude sur le quart ou le demi-point fait monter la pression", a prévenu Steve Sosnick, "car, par définition, la moitié des gens vont être déçus." À la cote, Boeing a de nouveau chuté (-3,69%) après que les salariés membres du syndicat IAMAW ont rejeté à une écrasante majorité (95%) le projet d'accord d'entreprise négocié avec la direction, déclen-

chant un mouvement grève, le premier depuis 2008. Les employés réclament une revalorisation salariale de 40%, alors que le projet d'accord n'en accordait que 25%. Warner Bros Discovery (+10,84%) a continué à capitaliser sur la conclusion d'un nouvel accord de diffusion avec le câblo-opérateur Charter Communications, qui compte plus de 13 millions d'abonnés à la télévision par câble. L'éditeur de logiciels professionnels créatifs Adobe a fléchi (-8,47%) après que ses prévisions de résultats pour le trimestre en cours ont déçu les analystes. Le groupe pharmaceutique Moderna n'est pas parvenu à enrayer sa chute (-2,01%) après avoir révisé, jeudi, ses dépenses de recherche et développement en baisse de 20% pour la période allant de 2025 à 2028.

ESPAGNE

Madrid relève ses prévisions de croissance pour 2024 et 2025

Dans le sillage des principaux organismes internationaux, le gouvernement espagnol a revu à la hausse dimanche ses prévisions de croissance pour 2024 et 2025, afin de tenir compte du dynamisme de l'économie ibérique, à l'origine de fortes créations d'emploi.

"Nous allons réviser notre prévision de croissance pour 2024 à 2,4%, soit quatre dixièmes de plus" que l'hypothèse jusque-là retenue (2%), a annoncé le ministre de l'Economie Carlos Cuerdo dans un entretien au quotidien El País. Concernant 2025, l'hypothèse retenue par le gouvernement est désormais de "2,2%, soit trois dixièmes de plus" que la prévision actuelle, précise le ministre, qui se dit par ailleurs optimiste pour l'évolution du chômage au cours des prochains mois. Le gouvernement, qui validera officiellement ces nouvelles prévisions mardi lors du Conseil des ministres, s'attend ainsi à la création de "plus d'un million d'emplois" entre 2024 et 2025, selon le responsable so-

cialiste. Interrogé par El País sur les raisons de ces révisions, Carlos Cuerdo évoque les bons chiffres de l'économie espagnole depuis le début de l'année, portée par "deux moteurs principaux": "les exportations et les investissements". "Nous avons une croissance équilibrée, avec une contribution positive de la demande intérieure et du secteur étranger. Et nous voyons que les investissements vont augmenter de manière significative cette année, avec des taux proches de 4% ou plus", détaille-t-il.

"Comme une fusée"

Ces révisions étaient largement attendues, au vu du dynamisme économique de l'Es-

pagne - qui profite à plein depuis deux ans de la forte reprise du tourisme mais aussi des fonds du plan de relance européen post-Covid, dits "NextGeneration". L'an dernier, le pays a ainsi enregistré une croissance de 2,5%, bien supérieure à la moyenne de l'Union européenne (0,4%). Et cette tendance s'est poursuivie au premier trimestre avec une hausse du PIB de 0,8%, deux fois plus élevée que la prévision de la Banque d'Espagne. Ces chiffres ont permis à Madrid de ramener son déficit public à 3,7% du PIB, contre 4,7% en 2022. Le chômage est retombé pour sa part à 11,80% de la population active contre 12,87% fin 2022, avec un chiffre record de 21,25 millions d'emplois pourvus.

GRÈCE

Moody's maintient la note en catégorie spéculative, avec une perspective positive

L'agence de notation Moody's, dernière des trois grandes agences à maintenir la Grèce en catégorie spéculative, a signalé vendredi son intention de l'en sortir bientôt en assortissant la note d'une perspective positive, la maintenant toutefois à Ba1. La perspective passe de stable à positive, reflétant «une probabilité accrue d'un renforcement durable de la santé du secteur bancaire, ce qui réduit les risques de passif éventuel pour le gouvernement», détaille Moody's dans un communiqué. «En outre, avec la possibilité d'une

croissance économique et d'une performance budgétaire dépassant nos attentes, la solidité budgétaire de la Grèce pourrait s'améliorer plus rapidement que prévu actuellement», estime l'agence de notation. Moody's a toutefois maintenu la note de la Grèce à Ba1, encore en catégorie spéculative mais à un cran de s'en extraire. Les deux autres grandes agences de notation, S&P et Fitch, l'en ont sortie récemment, pour la première fois depuis 2010 et la crise financière. En effet, l'agence salue, d'un côté, «les améliorations signifi-

catives de ces dernières années en matière de mise en œuvre des réformes structurelles et de consolidation budgétaire». Mais elle regrette qu'elles soient «contrebalancées par des difficultés persistantes dans des domaines tels que l'amélioration de l'efficacité judiciaire, la réduction des déséquilibres macroéconomiques et le fardeau très élevé de la dette publique». Pendant la crise économique (2009-2019) - dite crise de «la dette» en raison de l'explosion du déficit public et de la dette publique -, les taux d'emprunt de la Grèce ont monté en flèche conduisant à une série de dégradations de la note du

pays par les agences de notation et privant le pays de l'accès au marché obligataire. Au bord du défaut de paiement qui risquait alors mettre en danger l'euro, Athènes avait bénéficié des prêts par ses créanciers internationaux (UE-FMI-BCE) d'une somme totale de 289 milliards d'euros. En échange, le pays avait été contraint de subir des réformes économiques drastiques exigées par les créanciers qui ont eu un impact majeur: réduction du produit intérieur brut (PIB) de 25% en huit ans, explosion du chômage, affaiblissement du système de santé publique, etc.

ROYAUME-UNI

Le gouvernement nationalise l'opérateur du réseau électrique

Le gouvernement britannique rachète l'opérateur du réseau électrique à l'entreprise privée National Grid. Une opération valorisée 630 millions de livres pour connecter les nouveaux projets au réseau. Le gouvernement britannique a annoncé vendredi qu'il débourserait 630 millions de livres (746 millions d'euros) pour racheter l'opérateur du réseau électrique britannique ESO à l'entreprise privée National Grid, concrétisant un pro-

jet de longue date pour reprendre la main sur ces opérations. La nouvelle entité, baptisée Opérateur national du système énergétique (NESO), "contribuera à connecter les nouveaux projets de production au réseau électrique", a fait valoir le gouvernement travailliste dans un communiqué publié conjointement avec l'entreprise. La création du NESO ainsi que le transfert dans le giron de l'Etat de l'opérateur du réseau

(chargé de superviser l'équilibre entre l'offre et la demande) avaient été amorcés par le précédent gouvernement conservateur. National Grid conserve la propriété de ses réseaux physiques (c'est-à-dire notamment les câbles et les pylônes en Angleterre et au Pays-de-Galles), a précisé à l'AFP un porte-parole de l'entreprise. L'entreprise publique, dont le lancement est prévu le 1er octobre, sera "un organisme

unique chargé de superviser la planification stratégique et la conception des réseaux d'électricité et de gaz du pays", a précisé le communiqué. Elle fonctionnera aussi en association avec Great British Energy, la nouvelle entreprise publique voulue par le gouvernement travailliste, arrivé au pouvoir en juillet, pour investir dans les éoliennes flottantes, l'énergie marémotrice ou encore nucléaire.

UNE PREMIÈRE DEPUIS LES ANNÉES 1950

La Chine relève fortement l'âge légal de la retraite

Menacée par le vieillissement de sa population, la Chine annonce relever l'âge légal de la retraite à 63 ans pour les hommes et 55 ou 58 ans pour les femmes. L'âge légal de la retraite en Chine va être progressivement relevé, a annoncé vendredi l'agence officielle Chine Nouvelle, alors que le vieillissement de la population menace de plonger le pays dans une grave crise démographique. L'âge légal de la retraite pour les hommes sera graduellement porté à 63 ans, contre 60 ans actuellement, et celui pour les femmes passera de 50 à 55 ans,

ou de 55 à 58 ans, selon le type de travail exercé, indique l'agence, citant une décision gouvernementale. Ce relèvement s'étendra sur 15 ans à partir de 2025, précise-t-elle. Les nouvelles règles permettront par ailleurs aux salariés de "retarder leur départ à la retraite à une date encore plus éloignée s'ils parviennent à un accord avec les employeurs", ajoute Chine Nouvelle. La population chinoise a diminué en 2023 pour la deuxième année de suite, augurant de sérieux problèmes pour l'économie, le système de santé et la protection sociale, avec des seniors de plus

en plus nombreux et des naissances en chute libre. Les nouvelles règles permettront aux salariés de "retarder leur départ à la retraite à une date encore plus éloignée s'ils parviennent à un accord avec les employeurs", a ajouté Chine Nouvelle.

"Un choix inévitable"

A partir de 2030, le minimum d'années de travail ouvrant droit à une pension de retraite passera de 15 à 20 ans, au rythme de six mois de plus chaque année. Avant l'annonce de vendredi, les

médias d'État avaient préparé les esprits en publiant des articles vantant les mérites de travailler plus longtemps. "Cette réforme s'adaptera à la situation objective, qui est une augmentation généralisée de l'espérance de vie et du nombre d'années d'éducation dans notre pays", affirmait cette semaine un article du Quotidien du Peuple, organe du Parti communiste chinois (PCC) au pouvoir. Le relèvement de l'âge de départ à la retraite "est un choix inévitable", avait déclaré au Quotidien du Peuple le directeur de l'Académie chinoise du travail et de la sécurité sociale, Mo Rong.

SUÈDE

Essor des sociétés d'intérim pour seniors

«Un monde de vieux». Pour arrondir leurs fins de mois ou rester actifs, de nombreux retraités suédois reprennent du service et travaillent quelques heures par semaine en tant qu'intérimaires auprès de particuliers ou d'entreprises. Vous cherchez quelqu'un pour couper la haie, repeindre une pièce ou passer du temps avec un aïeul âgé ? Une compagnie d'intérim suédoise dispose, dans ses registres, des contacts de 11 000 retraités prêts à travailler quelques heures par semaine. La société, fondée en 2007, les appelle les jobbonär – combinaison de jobb, «travail», et pensionär, «retraité». Tous ont officiellement pris leur retraite, mais reprennent du service pour arrondir leurs fins de mois ou s'occuper. Dix heures de ménage peuvent rapporter autour de 6 000 couronnes brut (environ 520 euros) par mois, avec des charges réduites à 10 % et un taux d'imposition sur le revenu ramené à moins de 8 % après 67 ans. La loi ne fixe aucune limite de revenu ni de temps de travail. Elle permet aussi de continuer à percevoir sa pension, tout en travaillant. Leader sur le marché, Veteranpoolen est loin d'être la seule compagnie de ce genre en Suède. Sur Internet, les offres des sociétés d'intérim visant les plus de 66 ans – l'âge à partir duquel les Suédois peuvent toucher leur pension – abondent. En général, le principe est le même : les retraités s'inscrivent sur le site d'une de ces entreprises, y détaillent leurs compétences et les activités qu'ils sont disposés à exercer, ainsi que leurs disponibilités. Ils sont ensuite mis en contact avec les particuliers ou des entreprises en quête de main-d'œuvre.

Tesla et les start-ups EV reines de la transition technologique

Selon le cabinet Gartner, Tesla domine l'industrie automobile en matière de développement et d'intégration de la technologie digitale tandis que Toyota et JLR sont les plus à la peine.

En 2024, le classement des constructeurs automobiles selon leur capacité à intégrer des technologies numériques, établi par le cabinet Gartner, place Tesla à la première place, reflétant son statut de leader dans l'intégration du logiciel au cœur de son modèle commercial. L'entreprise a obtenu un score impressionnant de 80,1 % dans divers domaines, tels que la culture d'entreprise, les architectures logicielles, les véhicules connectés et la conduite autonome. Cette performance montre que Tesla est bien plus qu'un constructeur automobile, se positionnant comme une entreprise technologique à part entière.

Les start-ups à la fête

Le classement met en lumière l'avance significative de Tesla sur les constructeurs traditionnels. Les marques comme Nio, Rivian, Xpeng, et Lucid, qui sont des acteurs principalement orientés vers l'électrique et la technologie, occupent également les premières positions. Nio, par exemple, a obtenu 69,7 %, suivi de près par Xpeng à 58,2 %, tandis que des marques plus établies comme Toyota, Mazda et Jaguar Land Rover (JLR) se situent en bas du tableau.

Les constructeurs historiques à la peine

Ce classement montre un fossé grandissant entre les nouvelles marques focali-



sées sur l'innovation technologique et les constructeurs traditionnels qui peinent à suivre le rythme de la transformation numérique. Jaguar Land Rover, en particulier, se trouve en dernière position, soulignant les difficultés de ces marques à évoluer rapidement vers une culture d'entreprise axée sur le numérique. Les géants traditionnels comme Volkswagen, BMW, Mercedes, et Stellantis se retrouvent en milieu de tableau, illustrant leur transition encore incomplète vers un statut de véritable entreprise technologique. De manière générale, ce classement révèle la tendance inverse entre la progression des États-Unis, de la Chine et de la Corée

entre 2023 et 2024 quand l'Europe et le Japon ont eux régressé. Si les deux premiers sont largement en avance sur les autres avec respectivement 52,6 % et 51,4 % de moyenne, l'Europe voit la Corée – comprenez le groupe Hyundai-Kia – la rattraper et si la tendance devait se poursuivre, nous ne serions plus que la quatrième force du plateau l'an prochain.

Réactivité structurelle

L'analyse met en évidence que les entreprises en tête de ce classement, comme Tesla et Nio, se distinguent par leur culture d'innovation. Ces constructeurs ont

une structure de gestion où les directeurs des systèmes d'information (CIO) et des données (CDO) rapportent directement au PDG, ce qui leur permet de prendre des décisions stratégiques rapidement et de mieux monétiser leurs logiciels. À l'inverse, les constructeurs traditionnels, bien qu'ils parlent souvent de leur transformation en entreprises technologiques, n'ont pas encore mis en place les structures et les investissements nécessaires pour réaliser cette transition.

Que faut-il en penser ?

Ce classement, certes relatif, constitue un signal d'alerte pour les constructeurs automobiles historiques, et doit les inciter à accélérer leur adaptation sous peine de voir leur compétitivité diminuer face à des acteurs plus agiles et orientés vers le futur numérique. Les entreprises qui échouent à s'adapter pourraient être confrontées à des difficultés croissantes à mesure que les véhicules deviennent de plus en plus définis par leur logiciel, plutôt que par leur mécanique.

En résumé, ce classement souligne la domination des nouvelles marques technologiques, en particulier Tesla, et la nécessité pour les constructeurs traditionnels d'investir massivement dans la transformation numérique s'ils veulent rester pertinents dans l'industrie automobile de demain.

Renault s'emmêle les pinceaux et révèle l'Austral restylé en avance !

Longtemps en avance, Renault a dévoilé, malgré lui, le faciès de l'Austral restylé, via l'application smartphone des actuels propriétaires ! Face à la toute nouvelle R5 électrique que nombre d'entre vous n'ont pas encore approchée ou encore la future R4, qui sera une des stars du Salon de l'auto de Paris 2024, l'Austral n'attise forcément pas la même curiosité. Mais le pragmatique et non moins réussi SUV familial compte malgré tout beaucoup dans la réussite du Losange. Depuis janvier 2024, il talonne d'ailleurs le Peugeot 3008, là où le Kadjar, son prédécesseur, a toujours été relégué à bonne distance du sochalien. Aussi, afin qu'il reste dans la course, l'Austral aura prochainement droit à son premier restylage. Un timing plutôt serré pour ce modèle lancé en mars 2022 et arrivé dans les concessions il y a tout juste deux ans. C'est d'ailleurs ce qui explique le léger décalage de style avec les toutes dernières productions du Losange

comme le Scénic E-Tech, le Rafale où le Symbioz. En 2025, l'Austral adoptera à son tour la nouvelle signature lumineuse avec des feux diurnes verticaux qui descendent dans le bouclier.

Un bug sur l'application Renault

Si nos dernières photos espions laissaient déjà entrevoir les grandes lignes de cette nouvelle face, un récent bug vient de dévoiler au grand jour le faciès de l'Austral "2025". C'est notamment ce que rapportent certains internautes du forum Worldcoop, en l'occurrence d'actuels propriétaires d'Austral, qui ont fortuitement découvert, sur leur application smartphone – via laquelle ils ont notamment accès au carnet d'entretien numérique de leur voiture –, le faciès du prochain millésime ! Grosse erreur d'affichage donc, qui dévoile entièrement et bien en avance, le look de l'Austral restylé. Nul doute que la marque corrigera ça rapidement, mais il est déjà trop tard pour conserver



l'effet de surprise. Comme attendu, le SUV compact reprend les projecteurs du Rafale et revoit considérablement sa calandre, sans toutefois copier celle du vaisseau amiral de la gamme. Composée de Losange scindés en deux et réparés de chaque côté du logo, elle

singe celle de l'Arkana restylé. Rien à attendre de très nouveau dans l'habitacle qui se compose déjà de ce que Renault fait de mieux en multimédia. On retrouvera donc les deux dalles de 12 pouces et l'infotainment Google. De même que sous le capot, aucune nouveauté mécanique ne

pointerait le bout de son nez, l'Austral continuera de faire confiance au 1.2 micro-hybride 48V de 130 ch en entrée de gamme, suivi du 1.3 micro-hybride 12V et enfin de l'hybride 200 ch.

Les manigances d’Elon Musk pour secrètement évincer un procureur dans le Texas

Elon Musk est accusé d'avoir dépensé des centaines de milliers de dollars pour discréditer un avocat démocrate et l'empêcher d'accéder au poste de procureur dans le Texas. Objectif : faire de l'ombre à George Soros, un milliardaire philanthrope, connu pour afficher un soutien sans faille au parti démocrate.

Depuis la tentative d'assassinat de Donald Trump, Elon Musk s'est officiellement rangé derrière le candidat républicain. En plus de verser des millions de dollars mensuels à la campagne de l'ancien magnat de l'immobilier, il pourrait également obtenir un rôle important dans le gouvernement de celui-ci en cas de victoire aux élections présidentielles. Et ce n'est visiblement pas la première fois que l'entrepreneur souhaite s'immiscer dans la politique, et ce, d'autant plus quand ses intérêts sont en jeu...

Campagne diffamatoire

Selon une enquête du Wall Street Journal, Elon Musk a engagé le cabinet de conseil politique républicain Axiom Strategies pour l'aider à injecter de manière anonyme son argent dans la campagne pour l'élection du procureur du comté de Travis dans le Texas. Aux États-Unis, ce rôle prépondérant dans le système judiciaire consiste à représenter le gouvernement et faire appliquer la loi fédérale. Organisée au début de l'année, l'élection opposait Jeremy Sylestine au candidat sortant José Garza. Ce dernier, prônant une justice plus équitable, avait reçu le soutien du milliardaire George Soros lors de sa précédente campagne. Un affront, selon Elon Musk, qui s'est déjà montré très critique à l'égard de Soros. Selon le patron de Tesla, l'homme de 94 ans « déteste fondamentalement l'humanité » et « fait des choses qui érodent le tissu de la civilisation ». Déterminé à empêcher José Garza d'accéder une nouvelle fois au pouvoir, Elon Musk a secrètement monté une entité nommée Saving Austin (sauver Austin), qui a mené plusieurs actions controversées et agressives à l'encontre de l'avocat. Principalement financée par Tesla et SpaceX, elle a dépensé plus de 650 000 dollars



dans des publicités télévisées et la distribution de flyers attaquant directement José Garza. L'un des prospectus envoyés aux électeurs affichait une photo de José Garza au-dessus de l'image d'un ours en peluche froissé, taché de sang. « José Garza remplit les rues d'Austin de pédophiles et de tueurs. La prochaine victime pourrait être votre proche », pouvait-on lire sur le tract. Au dos se trouvait la photo d'une main d'homme couvrant la bouche d'un enfant.

Une ville chère aux intérêts d’Elon Musk

Ces méthodes douteuses n'ont pas eu l'effet escompté. José Garza a été réélu au mois de mars en tant que procureur général. « Le pays devrait en prendre note. Les milliardaires de MAGA (Ndlr : Make America Great Again, le slogan de Donald Trump) traitent le Texas comme une boîte de Pétri pour les objectifs politiques extrémistes, puis exportent leur programme anti-sécurité publique, destructeur d'em-

ploiis et anti-liberté dans les cinquante États. Nous avons montré que ces extrémistes peuvent être battus », a-t-il déclaré après sa victoire. Outre son mépris évident pour George Soros, Elon Musk a aussi agi de la sorte pour protéger ses intérêts. Austin, capitale du Texas, justement située dans le comté de Travis, abrite le siège de Tesla. Il y a quelques semaines, le milliardaire indiquait que les QG de SpaceX et de X.com seraient également déplacés à cette localisation. Connu pour ses penchants conservateurs, l'État est aussi perçu comme plus favorable aux entreprises, avec des réglementations moins strictes et des avantages fiscaux significatifs. Saving Texas poursuit ses actions d'influence. Ces dernières semaines, le groupe a recommencé à diffuser des publicités offensives. Il cible le représentant démocrate Colin Allred, avocat spécialisé dans les droits civils, qui se présente contre le républicain Ted Cruz pour un siège au Sénat lors des élections de novembre.

OpenAI présente ses nouveaux modèles de langage IA capable de "raisonner"

La société qui a étonné le monde en lançant ChatGPT continue son avancée rapide dans le secteur de l'intelligence artificielle. OpenAI vient ainsi de lancer deux nouveaux modèles de langage qui se veulent plus intelligents encore ! Depuis quelques jours, les rumeurs se faisaient de plus en plus insistantes sur le lancement d'une nouvelle IA d'un genre différent, et développée dans les laboratoires d'OpenAI sous le nom de code de « Strawberry. » Mais alors qu'on s'attendait à voir dans les semaines à venir débarquer les nouveaux produits de la firme de Sam Altman, OpenAI nous surprend encore en lançant dès aujourd'hui ses dernières pépites.

Découvrez OpenAI o1 et o1-mini

Eh bien, il n'aura pas fallu patienter longtemps ! Le géant de l'IA, à peine après quelques rumeurs qui avaient fuité sur la toile, a annoncé ce jeudi soir le déploiement de sa nouvelle série de modèles de langage : OpenAI o1. Cette dernière arrive sur le marché avec une version o1-mini, à l'image de ce qui se fait déjà avec GPT-4o et GPT-4o mini (le début d'une habitude ?). Comme on l'avait entendu précédemment, ce nouveau genre d'IA a pour particularité de prendre son temps avant de répondre, et ce, afin de « raisonner » correctement. Ce qui fait que « ces modèles peuvent raisonner à travers des tâches complexes et résoudre des problèmes plus difficiles que les modèles précédents en science, en codage et en mathématiques » promet OpenAI

Un accès pour le moment limité

Et même si pour le moment, il ne s'agit que d'un preview, et donc d'un lancement limité, OpenAI a tenu à montrer de quoi était capable OpenAI o1 à travers plusieurs vidéos de démonstration. Dans celle disponible juste en dessous, vous pouvez ainsi voir ce nouveau modèle de langage coder un jeu à partir d'un simple prompt. Et les heureux abonnés aux offres ChatGPT Plus ou Team vont pouvoir dès maintenant tester ce dernier venu dans la famille des IA d'OpenAI. La nouvelle série est en effet disponible dans l'entrée où l'utilisateur choisit son modèle de langage. Mais pour le moment, il s'agit d'un accès encore très limité. La preview d'OpenAI o1 n'est ainsi pour le moment utilisable qu'à hauteur de 30 messages par semaine, quand o1-mini se voit imposer une limite de 50 messages par semaine.

■ Brèves

Cyberattaque contre la bourse taïwanaise

Selon Radware relayé par Taipei Times, un groupe de hackers pro-russe "NoName057" a affirmé avoir lancé une attaque DDoS d'envergure contre le gouvernement de Taiwan et plusieurs institutions. La bourse taïwanaise a notamment été touchée : "Le 12 septembre, des requêtes non valides ont causé un problème d'accès temporaire au site officiel de TWSE vers 15h", indique un communiqué de la place financière. "Seul le site officiel de TWSE a été touché, et il est revenu à la normale vers 15h22 après la résolution de la situation d'urgence." Cette attaque pourrait être liée au

soutien de Taiwan à l'Ukraine et à la récente référence du président Lai Ching-te aux différends territoriaux sino-russes réfutant la prétention de la Chine de reconquérir Taiwan.

Samsung et SK Hynix progressent sur le marché de la flash

Si les deux sud-coréens ont gagné des parts de marché dans les Nand Flash au second trimestre 2024, Kioxia, Micron et Western Digital en perdent selon une étude de TrendForce. Samsung pointe à 36,9%, SK Group (SK hynix et Solidigm) plafonne à

22,1%. Les trois suivants sont loin derrière : Kioxia (13,8 %), Micron (11,8 %) et Western Digital (10,5 %). Un rapprochement de Kioxia et WD permettrait au second de rattraper les deux sud-coréens, mais le projet patine toujours. Le chiffre d'affaires total du marché de la Nand est estimé à 16,8 Md\$, supérieur de 14,2 % aux 14,7 Md\$ du premier trimestre.

43 tentatives d’ingérence numérique pendant les JO 2024

Dans un communiqué conjoint, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères ont indiqué

que les autorités françaises ont relevé l'existence de plusieurs opérations de déstabilisation et de manipulation numérique de l'information pendant la période des jeux olympiques et paralympiques. "43 manœuvres informationnelles hostiles impliquant des acteurs divers entre avril 2023 et le 8 septembre 2024", ont ainsi été recensées. "Ces opérations ont cherché à perturber les débats internationaux en lien avec les JOP et le déroulement des épreuves en ciblant le pays hôte et le comité d'organisation. Elles ont eu pour objectifs de dénigrer l'organisation des Jeux, de relayer une image tronquée de la ville de Paris et ont tenté plus largement de gâcher la fête populaire qu'a constitué cet événement."

Mots fléchés

Qui se rapporte à l'église romaine		Ruineuses		Ours		Un des cent cinquante poèmes religieux		Cette cour est une juridiction		Fiascos		Plantes exotiques
Albigeois		La bâtarde est un mollusque		Argon						Il protège l'oeil		Attrapé
								Tronçonner				
								Mesurées				
Intermédiaire						Appliquée						
Voiture au Canada						Drame au Japon						
				Vain								Informé
Division de couronne				Églises principales en Allemagne						Partie d'écluse		
Offensé				Cruches						Reproduction par spores		
						Hégires					Vieille armée	Bouche-trou
						Système de freinage						
Juste		Un pays d'un bloc pendant la guerre froide	Ancienne capitale moldave		Faire circuler l'air		Il fait vivre					
									Qui a de gros os			
									Oeuvre de Cizia Zyké			
Esters d'un acide							Catégories					
Interromptre												
						Lieu de refuge		Petit ruisseau			Marque l'égalité	Commodes
						Pièces de vaisselle						
Opus	Mot chez le notaire					Expropriai						
	Clairvoyance											
		Chics	Grand reptile saurien	Chemin de fer				Rapport à l'âne				
								Affection oculaire				
Songe					Créateur	Sucre du lait						
Ceci						Partie mobile où s'enroule le filin						
				Avançai pour un temps							Côte méditerranéenne	Evêché normand
Répandue							Rideaux					
Discipline hindoue							Meuble sur pieds					
				Il porte un tutu à l'opéra				Aromatisé				
				Nickel				Irish Republican Army				
Il joua le Boucher de Claude Chabrol						Mélodie				Vedette	Carabosse et Mélusine	
Degré d'un art martial												
			Petite minute		Émeris							
					Pinard							
Groupe de rap				Pronom personnel		En astronomie c'est une voie						Sélénium
						Devant un avocat						
Centième partie du franc								Défectuosités				
Une ville impériale au Maroc												
			Première page				Abaisse le niveau					

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Huit décès et 393 blessés en 48 heures

Huit (8) personnes sont décédées et 393 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique samedi un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Médéa, avec 2 morts 6 autres blessées suite à 2 accidents de la circulation dont un mortel entre un camion et un véhicule léger survenu au lieu dit Fernane commune de Berouaghia, précise la même source. Par ailleurs, les moyens de la Protection civile de la wilaya de Blida ont été déployés pour l'extinction d'un incendie, qui s'est déclaré au niveau d'un dépôt de fabrication de pare-chocs de véhicule, à la rue el Abassi Youcef commune de Beni Tamou, sans enregistrer de victimes.



CHLEF

Récupération de près de 7 kg d'or

Près de sept (7) kg d'or ont été récupérés par les services de la Sûreté de wilaya de Chlef et trois (3) individus suspectés d'activer au sein d'un réseau criminel spécialisé dans la contrebande de métaux précieux, ont été arrêtés, a indiqué samedi un communiqué de cette institution sécuritaire. L'affaire a été traitée la semaine écoulée par la brigade de lutte contre les crimes économiques et financiers de la Sûreté de wilaya de Chlef qui a démantelé un réseau criminel composé de trois (3) individus originaires d'une wilaya de l'Est du pays, présumés impliqués dans le trafic illégal de métaux précieux, avec la récupération d'une quantité de 6,738 kg d'or, a précisé le document. L'opération a été réalisée suite à des enquêtes de terrain menées sous la supervision du parquet territorialement compétent, ayant abouti à l'arrestation des suspects et à la récupération de ladite quantité d'or qui était soigneusement dissimulée à bord de deux véhicules touristiques, a-t-on détaillé, soulignant que la valeur totale des objets saisis s'élève à près de 100 millions de DA. Les investigations de la police ont révélé que les membres de ce réseau utilisaient comme couverture, des registres de commerce non conformes à leur activité pour faciliter la contrebande de l'or destiné à être vendu illégalement, et que d'énormes transactions financières ont été effectuées". Les suspects ont été déférés devant les autorités judiciaires compétentes près le tribunal de Chlef pour "blanchiment d'argent, évasion fiscale, infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger, exercice d'une activité commerciale non conforme et défaut de facturation", selon la même source.

COUR CONSTITUTIONNELLE

La réélection de Tebboune confirmée avec 84,30% des voix

La Cour constitutionnelle a proclamé, hier samedi, M. Abdelmadjid Tebboune, président de la République algérienne démocratique et populaire pour un second mandat, suite à sa victoire à la Présidence du 7 septembre 2024 avec 84,30% des suffrages exprimés. Il est mentionné dans la proclamation des résultats définitifs de l'élection du président de la République, par le président du Conseil constitutionnel, M. Omar Belhadj, qu'en vertu de la décision numéro 7 de la Cour constitutionnelle du 12 septembre 2024 concernant le recours contre les résultats provisoires introduit par le représentant du candidat Hassani Cherif Abdelaali pour le Mouvement de la société pour la paix (MSP) et en vertu de la décision numéro 8 de la Cour constitutionnelle du 12 septembre 2024 concernant le recours contre les résultats provisoires introduit par le représentant du candidat Aouchiche Youcef pour le Front des forces socialistes (FFS), et après avoir écouté les membres rapporteurs, examiné différents documents électoraux, y compris les bulletins nuls et les procurations, et rectifié les erreurs matérielles, la Cour constitutionnelle est parvenue aux résultats définitifs suivants : « - Nombre total d'électeurs inscrits à l'intérieur du pays et à

l'étranger : 24.351.551 - Nombre total d'électeurs votants : 11.226.065 - Taux global de participation : 46,10% - Bulletins nuls : 1.764.637 - Suffrages exprimés : 9.461.428 - Majorité absolue : 4.730.715». Quand aux suffrages obtenus par chaque candidat par ordre décroissant. C'est Tebboune Abdelmadjid qui arrive en tête en recueillant 7.976.291 voix, soit 84,30%, suivi par Hassani Cherif Abdelaali qui a recueilli 904.642 voix, soit 9,56% et en troisième position arrive Aouchiche Youcef qui a recueilli 580.495 voix, soit 6,14%. Considérant qu'en vertu de l'article 85 (alinéa 2) de la Constitution, l'élection est acquise à la majorité absolue des suffrages exprimés des électeurs et considérant que le candidat Tebboune Abdelmadjid a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés des électeurs, la Cour constitutionnelle proclame M. Tebboune Abdelmadjid président de la République algérienne démocratique et populaire pour un second mandat. Il entre en fonction aussitôt après sa prestation de serment, conformément à l'article 89 de la Constitution. La présente proclamation est publiée au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire. Le président de la Cour constitutionnelle,

M. Omar Belhadj, a affirmé que la Cour constitutionnelle avait veillé au strict respect des droits des candidats et des électeurs, et à la préservation de la transparence, la validité et l'intégrité du processus électoral de la Présidence du 7 septembre. «Dans le cadre de l'exercice de ses prérogatives constitutionnelles en tant qu'institution indépendante chargée d'assurer le respect de la Constitution, et compte tenu de l'importance de cette échéance nationale, la Cour constitutionnelle tient à rappeler à l'opinion publique avoir veillé au strict respect des droits des candidats et des droits des électeurs, et à la préservation de la transparence, la validité et l'intégrité du processus électoral», a déclaré M. Belhadj lors de l'annonce des résultats définitifs de la Présidence du 7 septembre. Et de souligner que «la Cour a accordé la plus grande attention aux recours introduits par les candidats Abdelaali Hassani Cherif et Youcef Aouchiche, conformément aux principes de la justice constitutionnelle», et ce, a-t-il ajouté, «après avoir procédé à l'examen, la rectification et l'ajustement du contenu de l'ensemble des documents électoraux parvenus des commissions électorales de wilaya et de la commission électorale de la communauté nationale établie à l'étranger».

AÏN TEMOUCHENT

Production moyenne de 50 tonnes de poissons/j aux ports de Beni Saf et Bouzedjar

La wilaya d'Aïn Temouchent enregistre une production journalière moyenne de 50 tonnes de poissons au niveau des ports de Bouzedjar et Beni Saf, a déclaré le directeur local de la Pêche et des Ressources halieutiques, Houari Gouissem. Les professionnels de la pêche enregistrent, ces derniers jours, une pro-

duction abondante de poissons bleus, estimée à 50 tonnes débarquée quotidiennement à partir des deux ports de pêche, ayant donné lieu à une baisse significative des prix de cette variété de poissons au niveau du marché local, a fait savoir le responsable. Il a fait observer que ces deux infrastructures portuaires recevaient, aupa-

ravant, des volumes de production ne dépassant pas les 12 tonnes par jour. L'abondance des poissons bleus, vendus ces derniers jours entre 100 et 400 dinars le kilo au marché de gros au débarquement, a fortement contribué à la baisse de leur prix, entre 200 et 500 dinars le kilo au marché de détail, a indiqué M. Gouissem.

Lors de la semaine écoulée, le secteur de la Pêche halieutiques a procédé, en coordination avec la Chambre de la wilaya de la pêche et de l'aquaculture, à une vente directe au citoyen, initiée par le ministère de tutelle sous le slogan "du producteur au consommateur", a-t-on signalé.

GRÈVE CHEZ BOEING

Reprise des négociations la semaine prochaine avec une médiation fédérale

Les discussions entre Boeing et le syndicat des machinistes IAM doivent reprendre en début de semaine prochaine, sous l'égide d'une médiation fédérale, pour tenter de mettre un terme à la grève débutée vendredi qui bloque la pro-

duction dans son berceau de la côte nord-ouest américaine. L'arrêt de travail a débuté après le rejet massif du projet de nouvelle convention collective, négocié depuis mars par Boeing et l'antenne locale de l'IAM et qui devait succéder à celle datant

de 2008 qui expirait jeudi à minuit. Les plus de 33.000 syndiqués de l'avionneur dans la région de Seattle - sur quelque 170.000 employés du groupe - ont rejeté l'accord annoncé le 8 septembre à 94,6% et approuvé un débrayage à 96%.

La dernière grève, en 2008, avait duré 57 jours. En début de soirée, le service fédéral de médiation et de conciliation (FMCS) a fait savoir que les parties allaient «reprendre leurs réunions en début de semaine prochaine».

CHINE

Les ventes au détail et la production industrielle ralentissent en août

Les ventes au détail en Chine, principal indicateur de la consommation des ménages, ainsi que la production industrielle ont ralenti en août, selon des chiffres officiels publiés samedi traduisant une confiance entamée des ménages et des entreprises. Plus d'un an et demi après la levée des restrictions sanitaires qui pénalisaient l'économie du géant asiatique, la reprise post-Covid tant

espérée a été brève et moins robuste qu'escompté. Les ventes au détail ont ralenti à +2,1% sur un an en août, après un rebond à +2,7% en juillet, d'après le Bureau national des statistiques (BNS). Cette performance est inférieure à celle anticipée par des analystes sondés par l'agence Bloomberg (+2,5%). La production industrielle s'est elle à nouveau tassée en août à +4,5%

sur un an, après +5,1% au mois de juillet. Là encore, le chiffre est en deçà de ce à quoi s'attendaient les analystes interrogés par Bloomberg (+4,7%). Ces indicateurs démontrent une nouvelle fois les difficultés de Pékin à relancer durablement son économie malgré les efforts déployés. «Les effets négatifs des changements actuels de l'environnement extérieur se renforcent, la demande inté-

rieure reste insuffisante et l'économie est toujours confrontée à de nombreuses difficultés et à de nombreux défis dans la poursuite de sa reprise», a expliqué le BNS dans un communiqué. De son côté, le chômage a augmenté en août (5,3%) par rapport à juillet (5,2%). Ce chiffre dresse toutefois un tableau incomplet de la conjoncture, car il n'est calculé que pour les villes.